

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1001

[C — 2006/27044]

**9 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, modifiée par les lois du 21 décembre 1998 et du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des semences de céréales;

Vu la Directive 66/402/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de céréales;

Vu la Directive 2004/117/CE du Conseil du 22 décembre 2004 modifiant les Directives 66/401/CEE, 66/402/CEE, 2002/54/CE, 2002/55/CE et 2002/57/CE en ce qui concerne les examens réalisés sous contrôle officiel et l'équivalence des semences produites dans les pays tiers;

Considérant l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Considérant la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

Considérant la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 16 janvier 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il faut sans délais transposer les dispositions de la Directive 66/402/CEE modifiée par la Directive 2004/117/CE précitée;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente ou toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non.

Ne relèvent pas de la commercialisation les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telles que les opérations suivantes :

a) la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;

b) la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la préparation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

La fourniture de semences, sous certaines conditions, à des prestataires de services en vue de la production de certains matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation des semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semences ainsi fournie, ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournira au Service une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services et ce contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie.

Les modalités d'application des présentes dispositions sont fixées par le Ministre conformément aux décisions de l'Union européenne;

2° céréales : les plantes des espèces suivantes destinées à la production agricole ou horticole :

<i>Avena sativa</i> L.	Avoine
<i>Hordeum vulgare</i> L.	Orge
<i>Oryza sativa</i> L.	Riz
<i>Phalaris canariensis</i> L.	Alpiste
<i>Secale cereale</i> L.	Seigle
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	Sorgho
<i>Sorghum sudanense</i> (Piper) Stapf.	Sorgho du Soudan
X <i>Triticosecale</i> Wittm.	Triticale
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Piori et Paol.	Froment (blé) tendre
<i>Triticum durum</i> Desf.	Blé dur
<i>Triticum spelta</i> L.	Epeautre
<i>Zea mays</i> L. ( <i>partim</i> )	Maïs, à l'exception du popcorn et du maïs sucré

Cette définition comprend également les hybrides suivants, résultant du croisement des espèces susmentionnées :

*Sorghum bicolor* (L.) Moench X *Sorghum sudanense* (Piper)    Hybrides résultant du croisement entre le sorgho et l'herbe du Soudan.

Sauf dispositions contraires, les semences des hybrides susmentionnés doivent répondre aux normes et autres conditions applicables aux semences de chacune des espèces dont il sont dérivés;

3° variétés, hybrides et lignées inbred de maïs et *Sorghum* spp :

- a) variété à pollinisation libre : variété suffisamment homogène et stable;
- b) lignée inbred : lignée suffisamment homogène et stable, obtenue soit par autofécondation artificielle accompagnée de sélection pendant plusieurs générations successives, soit par des opérations équivalentes;
- c) hybride simple : première génération d'un croisement entre deux lignées inbred, défini par l'obteneur;
- d) hybride double : première génération d'un croisement entre deux hybrides simples, défini par l'obteneur;
- e) hybride à trois voies : première génération d'un croisement entre une lignée inbred et un hybride simple, défini par l'obteneur;
- f) hybride « Top cross » : première génération d'un croisement entre une lignée inbred ou un hybride simple et une variété à pollinisation libre, défini par l'obteneur;
- g) hybride intervariétal : première génération d'un croisement entre des plantes de semences de base de deux variétés à pollinisation libre, défini par l'obteneur;

4° semences prébase : les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base, qui ont été produites sous la responsabilité de l'obteneur selon des règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété et, qui ont été contrôlées et approuvées officiellement par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification de semences de base;

5° semences de base (avoine, orge, riz, alpiste, seigle, triticale, blé, blé dur et épeautre, autres que leurs hybrides respectifs) : les semences :

- a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obteneur selon des règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences prébase;
- b) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées » soit des catégories « semences certifiées de la première reproduction » ou « semences certifiées de la deuxième reproduction »;
- c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5 § 1<sup>er</sup>, aux conditions prévues aux annexes I<sup>re</sup> et II pour les semences de base, et
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions visées aux points a), b) et c) ont été respectées.

La production de semences de base peut se faire en un ou 2 cycles de multiplication. Dans ce cas, la catégorie de semences de base est subdivisée en semences de base E2 pour la première génération provenant de semences prébase, et semences de base E3 pour la deuxième génération après les semences prébase;

6° semences de base (hybrides d'avoine, d'orge, de riz, de seigle, de blé, de blé dur, d'épeautre et de triticale autogame), les semences :

- a) destinées à la production d'hybrides;
- b) qui, conformément aux normes visées à l'article 5, répondent aux conditions fixées aux annexes I<sup>re</sup> et II pour les semences de base, et
- c) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

7° semences de base (maïs et *Sorghum* spp) :

- a) de variétés à pollinisation libre : les semences :
  - i) qui ont été produites sous la responsabilité d'un obtenteur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences prébase;
  - ii) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées » de cette variété, d'hybrides « Top cross » ou d'hybrides intervariétaux,
  - iii) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues aux annexes I<sup>re</sup> et II pour les semences de base et,
  - iv) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points i), ii) et iii) ont été respectées;

b) de lignées inbred : les semences :

- i) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues aux annexes I<sup>re</sup> et II pour les semences de base et,
- ii) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées au point i) ont été respectées;

c) d'hybrides simples : les semences,

- i) qui sont prévues pour la production d'hybrides doubles, d'hybrides à trois voies ou d'hybrides « Top Cross »;
- ii) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues aux annexes I<sup>re</sup> et II pour les semences de base et,
- iii) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points i) et ii) ont été respectées;

8° semences certifiées (alpiste, autres que ses hybrides, seigle, sorgho, sorgho du Soudan, maïs et hybrides d'avoine, d'orge, de riz, de blé, de blé dur, d'épeautre et de triticale autogame) : les semences :

- a) qui proviennent directement, de semences de base ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base;
- b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de céréales;
- c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, §§ 1<sup>er</sup> et 2, aux conditions fixées aux annexes I<sup>re</sup> et II pour les semences certifiées, et
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

9° semences certifiées de la première reproduction (avoine, orge, riz, triticale, blé, blé dur et épeautre, autres que leurs hybrides respectifs) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obtenteur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base;

b) qui sont prévues soit pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées de la deuxième reproduction », soit pour une production autre que celle de semences de céréales;

c) qui répondent aux conditions prévues aux annexes I<sup>er</sup> et II pour les semences certifiées de la première reproduction, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

10° semences certifiées de la deuxième reproduction (avoine, orge, riz, triticale, blé, blé dur et épeautre, autres que les hybrides respectifs), les semences :

a) qui proviennent directement des semences de base, de semences certifiées de la première reproduction ou, à la demande de l'obtenteur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de céréales;

c) qui répondent aux conditions prévues aux annexes I<sup>er</sup> et II pour les semences certifiées de la deuxième reproduction et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

11° dispositions officielles : les dispositions qui émanent de ou sont prises par :

a) les autorités d'un Etat, ou

b) des personnes morales de droit public ou privé agissant sous la responsabilité d'un Etat, ou

c) pour des activités auxiliaires, par des personnes physiques assermentées agissant sous contrôle d'un Etat, à condition que les personnes mentionnées aux points b) et c) ne recueillent pas un profit particulier du résultat de ces dispositions;

12° pays tiers : pays non membre de l'Union européenne;

13° catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces agricoles définit par la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002;

14° catalogues nationaux : les catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes établis en exécution de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des espèces de plantes agricoles et de légumes;

15° Ministre : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions;

16° Service : la Direction de la Qualité des Produits, de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

§ 2. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut modifier la liste des espèces figurant au § 1<sup>er</sup> sous 2°.

§ 3. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut modifier au § 1<sup>er</sup>, les points 6°, 7°, 8°, 9° et 10° aux fins de l'inclusion des hybrides d'alpiste, de seigle ou de triticale dans le champ d'application de cet arrêté.

§ 4. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut spécifier et déterminer quels types de variétés, y compris les composants, sont pris en considération pour le contrôle aux conditions du présent arrêté.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation et la commercialisation à l'intérieur de l'Union européenne de semences de céréales destinées à la production agricole ou horticole à l'exclusion des usages ornementaux. Il n'est pas applicable aux semences de céréales destinées à l'exportation vers les pays tiers, pour autant que la destination puisse être prouvée et qu'elles soient identifiées en ce sens.

§ 2. Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

## CHAPITRE II. — La certification et la commercialisation

**Art. 3.** Les semences de céréales ne peuvent être commercialisées que :

1° si elles ont été officiellement certifiées « semences prébase », « semences de base », « semences certifiées », « semences certifiées de la première reproduction » ou « semences certifiées de la deuxième reproduction »;

2° si une teneur en humidité de 16 % en poids n'est pas dépassée au moment de certification officielle;

3° si elles appartiennent à une variété figurant dans les catalogues nationaux ou dans le catalogue commun.

**Art. 4.** Nonobstant les dispositions de l'article 3, les semences brutes en vue de leur préparation peuvent être commercialisées, sous réserve que l'identité de ces semences soit garantie officiellement.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. En dérogation aux dispositions de l'article 3, points 1° et 2°, les semences prébase et les semences de base ne répondant pas aux conditions prévues à l'annexe II en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées à condition que le fournisseur garantisse une faculté germinative déterminée, qu'il indique pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant ses nom et adresse et le numéro de référence du lot.

§ 2. En dérogation aux dispositions de l'article 3, et dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences, les semences de base et les semences certifiées pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions fixées à l'annexe II en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées jusqu'au premier destinataire commercial.

La certification n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences, et à condition que soient indiqués les nom et adresse du premier destinataire.

Le fournisseur doit garantir la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire, l'indication de cette faculté germinative doit figurer, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot.

§ 3. Les dispositions des §§ 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 17 en ce qui concerne la multiplication hors de l'Union européenne.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. En dérogations aux dispositions de l'article 3, les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne sont autorisés à commercialiser des petites quantités de semences, dans des buts scientifiques ou pour des travaux de sélection.

§ 2. En dérogation aux dispositions de l'article 3, le Service peut autoriser les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne à commercialiser des quantités appropriées de semences destinées à d'autres fins, d'essai ou d'expérimentation, dans la mesure où elles appartiennent à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux a été déposée. A cette fin, sont d'application les dispositions de la décision 2004/842/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée.

§ 3. Dans le cas du matériel génétiquement modifié, les semences mentionnées au § 1<sup>er</sup> et au § 2 ne peuvent être commercialisées que conformément à la législation régissant la dissémination et la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés.

**Art. 7.** Le Ministre peut pour des motifs économiques fondés, en ce qui concerne la production indigène, fixer des conditions supplémentaires ou des conditions plus rigoureuses que celles prévues aux annexes I<sup>re</sup> et II, pour la certification des semences prébase, des semences de base et des semences certifiées de toute nature.

**Art. 8.** La description éventuelle requise, pour la certification des composants généalogiques est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les semences prébase, les semences de base et les semences certifiées de toute nature ne peuvent être commercialisées qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis, conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 12, d'un système de fermeture et d'un marquage.

§ 2. Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions du § 1<sup>er</sup> pour la commercialisation de petites quantités de ces semences au dernier utilisateur en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture ainsi que le marquage.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les emballages de semences prébase, de semences de base, et de semences certifiées de toute nature sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon, qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue aux articles 11 et 12 ni l'emballage ne montrent de traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette susvisée, soit l'apposition d'un scellé officiel.

Les mesures prévues au deuxième alinéa ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable.

Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut définir les systèmes de fermeture des emballages qui répondent à ces dispositions.

§ 2. Il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas, il est également fait mention, sur l'étiquette prévue aux articles 11 et 12, de la dernière nouvelle fermeture, de sa date et du service qui l'a effectuée.

§ 3. Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions du § 1<sup>er</sup> pour les petits emballages fermés sur le territoire de la Région wallonne conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les emballages de semences de base ou de semences certifiées de toute nature :

1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe IV et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne. La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base, bleue pour les semences certifiées et les semences certifiées de la première reproduction et rouge pour les semences certifiées de la deuxième reproduction.

Lorsque l'étiquette est pourvue d'un oillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. Si, dans les cas prévus à l'article 5, §§ 1<sup>er</sup> et 2, les semences de base ou les semences de maïs ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe II quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé.

Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, il peut être autorisé, sous contrôle officiel, d'apposer sur l'emballage les indications prescrites de manière indélébile et selon le modèle de l'étiquette;

2° contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette fixée sur l'emballage et reproduisant au moins les indications prévues à l'annexe IV, partie A sous a), points 3, 5 et 6 pour l'étiquette. La notice est constituée de façon qu'elle ne puisse être confondue avec l'étiquette au point 1°. La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément au point 1°, une étiquette adhésive ou une étiquette d'un matériel indéchirable est utilisée.

§ 2. Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions du § 1<sup>er</sup> pour les petits emballages fermés sur le territoire de la Région wallonne conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

**Art. 12.** Les emballages de semences prébase sont munis à l'extérieur d'une étiquette officielle portant au moins les indications reprises en annexe IV, au point A. En plus il y sera spécifié le nombre de générations précédant les semences de la catégorie "semences certifiées" ou "semences certifiées de la première reproduction".

L'étiquette est de couleur blanche et barrée en diagonale d'un trait violet.

Si, dans le cas prévu à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les semences « prébase » ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe II quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

**Art. 13.** Les semences des céréales, pour autant qu'elles soient commercialisées en conformité avec l'article 4, et qu'elles soient destinées à la certification conformément aux conditions prévues à l'article 3, sont :

1° conditionnées et marquées à l'aide d'une étiquette officielle répondant aux conditions de l'annexe V, lettres A et B conformément aux conditions prévues à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, et

2° accompagnées d'un document officiel satisfaisant aux conditions prévues à l'annexe V, lettre C.

**Art. 14.** Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document qui l'accompagne, en vertu des dispositions de cet arrêté, officiel ou non, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Tout traitement chimique des semences prébase, des semences de base, des semences certifiées de toute nature doit être mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur, ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci.

En outre, le nom de chaque matière active présente dans le(s) produit(s) utilisé(s) sera mentionné sur une étiquette complémentaire apposée par le fournisseur.

§ 2. Il est interdit de commercialiser des semences qui sont traitées chimiquement avec un produit qui n'a pas été agréé à cette fin, conformément à l'arrêté royal du 28 février 1994, relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole. Pour des semences qui sont importées déjà traitées chimiquement, il suffit cependant que les principes actifs aient été autorisés conformément à la réglementation précitée.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les semences d'une espèce de céréales peuvent être commercialisées sous forme de mélanges déterminés de semences de différentes variétés si lesdits mélanges sont de nature, sur base des connaissances scientifiques ou techniques, à être particulièrement efficaces contre la propagation de certains organismes nuisibles et pour autant que les composants du mélange répondent, avant mélange, aux règles de commercialisation qui leur sont applicables.

§ 2. Les semences de céréales se présentant sous forme de mélanges de semences de différentes espèces ne peuvent être commercialisées que si les différents composants du mélange ont répondu, avant mélange, aux règles de commercialisation qui leur sont applicables.

§ 3. Les dispositions des articles 9, 10, 11, 14 sont applicables aux mélanges visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2. Toutefois, les étiquettes officielles sont de couleur verte dans tous les cas.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les semences de céréales :

1° provenant directement de semences de base ou de semences certifiées de la première reproduction officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée, conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, ou provenant directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers, et

2° récoltées dans un autre Etat membre, doivent, sur demande et sans préjudice des dispositions de la Directive 2002/53/CE, être officiellement certifiées dans chaque Etat membre si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues à l'annexe I<sup>re</sup> pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions prévues à l'annexe II pour la même catégorie ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de génération antérieure au semences de base, elles peuvent être certifiées officiellement comme semences de base, si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

§ 2. Les semences de céréales qui ont été récoltées dans l'Union européenne et sont destinées à être certifiées conformément aux dispositions du § 1<sup>er</sup> :

1° sont emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe V, points A et B, conformément aux dispositions de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, et

2° sont accompagnées d'un document officiel remplissant les conditions fixées à l'annexe V, point C.

§ 3. Les semences de céréales récoltées dans un pays tiers peuvent, sur demande, être officiellement certifiées si :

1° elles ont été produites directement à partir de :

a) semences de base ou de semences certifiées officiellement de la première reproduction soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, ou

b) croisements de semences de base officiellement certifiées dans un Etat membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un pays tiers visé au point a);

2° elles ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence prise conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, pour la catégorie concernée;

3° il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe II pour la même catégorie ont été respectées.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les semences des céréales, autres que les semences prébase, qui sont récoltées dans un pays tiers peuvent être commercialisées si le Conseil de l'Union européenne a constaté au préalable que ces semences de céréales récoltées dans ce pays offrent les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen, pour assurer leur identité, pour leur marquage et pour leur contrôle, et sont à cet égard équivalentes aux semences récoltées dans l'Union européenne, et conformes aux dispositions de la Directive 66/402/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de céréales.

§ 2. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> sont également applicables :

1° aux semences prébase, étant entendu que ces semences ne peuvent être commercialisées que si l'équivalence a été constatée pour les semences de base;

2° aux semences récoltées dans tout nouvel Etat membre, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit se conformer aux dispositions de la Directive 66/402/CEE.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en semences de base ou en semences certifiées de toute nature dans l'Union européenne, ne pouvant être résolue autrement, le Service peut, moyennant autorisation de la Commission européenne selon la procédure établie par la Directive 66/402/CE, admettre à la commercialisation, pour une période déterminée, les quantités requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement, de semences d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des semences appartenant à des variétés ne figurant ni au catalogue commun ni aux catalogues nationaux.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'une catégorie de semences d'une variété déterminée, l'étiquette officielle est celle prévue pour la catégorie correspondante; pour les semences de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnés ci-dessus, l'étiquette officielle est de couleur marron.

L'étiquette indique dans tous les cas que les semences en cause sont d'une catégorie satisfaisant à des exigences moins strictes.

**Art. 20.** Le Ministre peut compléter et modifier les annexes au présent arrêté, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

#### CHAPITRE III. — *Le contrôle*

**Art. 21.** Le Service est chargé de l'exécution du contrôle sur la production de semences indigènes. Ce contrôle comprend :

- 1° l'examen de la recevabilité des demandes de contrôle pour les cultures destinées à la production des semences;
- 2° le contrôle des cultures sur pied;
- 3° le contrôle des produits récoltés pendant le transport, la réception, l'entreposage, la préparation et le conditionnement;
- 4° l'examen dans les laboratoires;
- 5° le contrôle sur l'exécution des fermetures officielles et sur l'addition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 14;
- 6° le contrôle :
  - a) des échantillonnages réalisés sous contrôle officiel, visés à l'article 22;
  - b) des examens réalisés sous contrôle officiel, visés à l'article 22.

Le Service est aussi chargé du contrôle sur la préparation de mélanges et le contrôle sur les semences comme aux articles 4 et 16.

Le contrôle n'implique pour le Service aucune responsabilité spécifique pouvant donner lieu à des dommages-intérêts.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup> Lorsqu'un examen sous contrôle officiel visé à l'article 1<sup>er</sup>, aux points 5°, d), 6°, c), 7°, a) iv), 7°, b) ii), 7°, c) iii), 8°, d), 9°, d) et 10°, d), est effectué, les conditions suivantes sont respectées :

- 1° les inspecteurs :
  - a) possèdent les qualifications techniques nécessaires;
  - b) ne tirent aucun profit personnel de la pratique des inspections;
  - c) sont officiellement agréés par le Service, cet agrément comporte la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels;
  - d) effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles;
- 2° la culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel a posteriori, dont les résultats ont été satisfaisants;
- 3° une proportion des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels. Cette proportion est d'au moins 5 %;
- 4° une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel a posteriori et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales;
- 5° le Service fixe les sanctions applicables lorsque un inspecteur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, c). Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises

§ 2. Au cours de la procédure de contrôle des variétés et de l'examen des semences pour la certification, les échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel selon des méthodes internationales en usage, ou à défaut, selon les méthodes fixées par le Ministre. Toutefois, le prélèvement d'échantillons aux fins des contrôles en application de l'article 25 est effectué officiellement.

Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes : le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués à l'annexe III. Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Lors du prélèvement de semences sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées :

- 1° l'échantillonnage des semences est effectué par des échantillonneurs agréés à cet effet par le Service dans les conditions prévues aux points 2°, 3° et 4°;
- 2° les échantillonneurs ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux échantillonneurs officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels.

Ils procèdent à l'échantillonnage des semences conformément aux méthodes internationales en vigueur;

3° les échantillonneurs de semences sont :

- a) des personnes physiques indépendantes;
- b) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent pas la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences ou
- c) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation de semences.

Dans le cas visé au point c), un échantillonneur ne peut prélever des échantillons que sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et le Service;

4° le travail des échantillonneurs de semences est soumis à un contrôle approprié exercé par le Service. En cas d'échantillonnage automatique, il y a lieu d'appliquer les procédures appropriées, lesquelles font l'objet d'un contrôle officiel;

5° aux fins du contrôle visé au point 4°, une proportion des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible de entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique;

6° le Service fixe les sanctions applicables lorsque un échantillonneur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, c. Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises;

7° conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut prendre d'autres mesures applicables à la pratique des échantillonnages de semences sous contrôle officiel.

§ 3. Lorsqu'un examen sous contrôle officiel visé à l'article 1<sup>er</sup>, aux points 5°, d), 6°, c), 7°, a) iv), 7°, b) ii), 7°, c) iii), 8°, d), 9°, d) et 10°, d), est effectué, les conditions suivantes sont respectées :

1° les examens des semences sont effectués par les laboratoires d'examen de semences qui ont été agréés à cet effet par le Service dans les conditions reprises aux points 2° à 4°;

2° le laboratoire chargé des examens de semences doit disposer d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'examen de semences.

Les analystes de semences du laboratoire doivent avoir la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux analystes officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels.

Le laboratoire doit être installé dans des locaux et doté d'un équipement officiellement considéré par le Service comme satisfaisant aux fins de l'examen des semences, dans le champ d'application de l'autorisation.

Le laboratoire procède aux examens des semences conformément aux méthodes internationales en vigueur;

3° le laboratoire chargé des examens de semences est :

a) un laboratoire indépendant, ou

b) un laboratoire appartenant à une entreprise semencière.

Dans le cas visé au point b), le laboratoire ne peut effectuer des examens de semences que sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et le Service;

4° les activités d'examen des semences du laboratoire sont soumises à un contrôle approprié du Service;

5° aux fins du contrôle visé au point 4°, une proportion déterminée des lots de semences présentées en vue de la certification officielle fait l'objet d'un examen de contrôle sous forme d'un examen officiel de semences. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins;

6° Le Service fixe les sanctions applicables lorsqu'un laboratoire officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, c. Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup> Les examens officiels de semences sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut de celles-ci, selon les méthodes fixées par le Ministre.

§ 2. Toutefois, pour les semences de céréales, le Service peut décider que les examens officiels d'analyse de la pureté spécifique et de la faculté germinative prévue au § 1<sup>er</sup> ne sont pas requis sur les lots lors de la certification lorsqu'un doute n'existe quant au respect des conditions prévues en la matière à l'annexe II.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre établit dans un règlement de contrôle et de certification des semences de céréales:

1° les procédures et les définitions concernant le contrôle visé à l'article 21;

2° les conditions auxquelles les personnes physiques ou morales doivent satisfaire pour être habilitées à introduire une demande de contrôle pour des cultures destinées à la production des semences, et à soumettre les produits récoltés aux contrôles visés à l'article 21.

§ 2. Le Service fixe les modalités pratiques des contrôles visés aux articles 22 et 23.

**Art. 25.** Des contrôles officiels au cours de la commercialisation sont effectués par sondage afin de vérifier la conformité des semences de céréales conformément à la réglementation européenne.

Les examens officiels de semences sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut de celles-ci, selon les méthodes fixées par le Ministre. Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes, le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués à l'annexe III.

Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

**Art. 26.** Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, le Ministre prend toutes les mesures nécessaires afin que les indications suivantes lui soient fournies lors de la commercialisation, en quantités supérieures à 2 kg, de semences importées de pays tiers :

- 1° espèce;
- 2° variété;
- 3° catégorie;
- 4° pays de production et service de contrôle officiel;
- 5° pays d'expédition;
- 6° importateur;
- 7° quantité de semences.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Pour tenir compte de l'évolution de la situation dans les domaines suivants, et selon les décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut fixer les conditions particulières :

1° dans lesquelles les semences traitées chimiquement peuvent être commercialisées;

2° dans lesquelles les semences peuvent être commercialisées en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, y compris les mélanges de semences d'espèces qui contiennent aussi des espèces énumérées à l'article 1<sup>er</sup> de la Directive 2002/53/CE du Conseil, qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;

3° dans lesquelles les semences adaptées à la culture biologique peuvent être commercialisées.

§ 2. Les conditions dans lesquelles les semences visées au § 1<sup>er</sup> sous 2° comprennent notamment les points suivants :

1° les semences de ces espèces sont d'une provenance connue et approuvée par le service pour la commercialisation des semences dans des zones définies;

2° des restrictions quantitatives appropriées.

**Art. 28.** Le délai pendant lequel les agents de l'autorité visée à l'article 6 de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, peuvent, par mesure administrative, saisir provisoirement en vertu de l'article 13 de cette loi les produits réglementés par le présent arrêté, est fixé à trois mois.

**Art. 29.** Les factures, contrats, catalogues, circulaires, offres de vente et autres documents analogues doivent, selon le cas, porter les indications prescrites à l'annexe IV, A, a), 5, 6, 7 et 10, ou à l'annexe IV, A, b), 2, 6, 7 et 9.

**Art. 30.** Les préparateurs, importateurs et vendeurs doivent conserver la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents chargés de contrôler l'application du présent arrêté.

**Art. 31.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministre de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 32.** L'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des semences de céréales est abrogé.

**Art. 33.** L'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification des semences de céréales reste d'application jusqu'à ce qu'il soit explicitement remplacé.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 35.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN



Annexe I<sup>e</sup>

## CONDITIONS AUXQUELLES DOIT SATISFAIRE LA CULTURE

1. Les précédents culturaux du champ de production n'ont pas été incompatibles avec la production de semences de l'espèce et de la variété de la culture et le champ de production est suffisamment exempt de telles plantes issues des cultures précédentes.

2. La culture répond aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport à des sources voisines de pollen qui peuvent provoquer une pollinisation étrangère indésirable et notamment, dans le cas de sorgho, par rapport à des sources de *Sorghum halepense* :

Culture	Distances minimales (en m)
1	2
<i>Phalaris canariensis</i> , <i>Secale cereale</i> autres que les hybrides :	
— pour la production de semences de base	300
— pour la production de semences certifiées	250
<i>Sorghum spp.</i>	300
Triticosecale, variétés autogames	
— pour le production de semences de base	50
— pour la production de semences certifiées	20
<i>Zea mays</i>	200

Ces distances peuvent ne pas être observées lorsqu'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère indésirable.

3. La culture présente une identité et une pureté variétales suffisantes ou, dans le cas d'une culture d'une lignée inbred, une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne ces caractéristiques. En ce qui concerne la production de semences de variétés hybrides, les dispositions susmentionnées s'appliquent également aux caractéristiques des composants, y compris la stérilité mâle et la restauration de la fertilité.

Les cultures d'*Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *Secale cereale* autres que les hybrides et *Sorghum spp.* et *Zea mays* répondent notamment aux normes ou autres conditions suivantes :

A. *Phalaris canariensis* et *Secale cereale* autres que les hybrides : le nombre de plantes de la culture qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes à la variété ne dépassera pas :

- 1 par 30 m<sup>2</sup> pour les semences de base;
- 1 par 10 m<sup>2</sup> pour les semences certifiées.

B. *Zea mays* :

a) Le pourcentage en nombre de plantes qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes à la variété, à la lignée inbred ou au composant ne dépassera pas :

- aa) pour la production de semences de base :
  - i) lignées inbred : 0,1;
  - ii) hybrides simples pour chaque composant : 0,1;
  - iii) variétés à pollinisation libre : 0,5;
- bb) pour la production de semences certifiées :
  - i) composants de variétés hybrides :
    - lignée inbred : 0,2;
    - hybride simple : 0,2;
    - variété à pollinisation libre : 1,0;
  - ii) variétés à pollinisation libre : 1,0.

b) Pour la production de semences de variétés hybrides, les normes ou autres conditions suivantes sont respectées :

aa) les plantes du composant mâle émettent suffisamment de pollen pendant la floraison des plantes du composant femelle;

bb) le cas échéant, la castration est effectuée;

cc) lorsque 5 % ou plus de plantes du composant femelle présentent des stigmates réceptifs, le pourcentage de plantes de ce composant qui ont émis ou émettent du pollen ne doit pas dépasser :

- 1 lors d'une inspection officielle sur pied;
- 2 pour l'ensemble des inspections officielles sur pied.

Les plantes sont considérées comme ayant émis ou émettant du pollen lorsque, sur une longueur de 50 mm ou plus de l'axe principal d'une panicule ou de ses ramifications, les anthères ont émergés des glumes et ont émis ou émettent du pollen.

*C. Sorghum spp.*

a) Le pourcentage en nombre de plantes d'une espèce de sorghum non conforme à l'espèce de la culture ou qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la lignée inbred ou au composant ne dépasse pas :

aa) pour la production de semences de base :

i) à la floraison : 0,1;

ii) à la maturité : 0,1;

bb) pour la production de semences certifiées :

i) plantes du composant mâle qui ont émis du pollen lorsque les plantes du composant femelle présentent des stigmates réceptives :

ii) plantes du composant femelle :

— à la floraison : 0,3;

— à la maturité : 0,1.

b) Pour la production de semences certifiées de variétés hybrides les normes ou les autres conditions suivantes sont respectées :

aa) du pollen suffisant est émis par les plantes du composant mâle au moment où les plantes du composant femelle ont les stigmates réceptives;

bb) lorsque les plantes du composant femelle présentent des stigmates réceptives, le pourcentage de plantes de ce composant qui ont émis ou émettent du pollen ne dépasse pas 0,1 %;

c) Les cultures de variétés à pollinisation libre ou de variétés synthétiques de *Sorghum spp.* répondent aux normes suivantes : le nombre de plantes de la culture qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la variété ne dépasse pas :

— 1 par 30 m<sup>2</sup> pour la production de semences de base;

— 1 par 10 m<sup>2</sup> pour la production de semences certifiées.

*D. Oryza sativa :*

Le nombre de plantes qui sont manifestement reconnaissables comme des plantes sauvages ou comme des plantes à grains rouges ne dépasse pas :

— 0 pour la production de semences;

— 1 sur 50 m<sup>2</sup> pour la production de semences certifiées.

## 4. Hybrides du seigle

a) La culture répond aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport à des sources voisines de pollen susceptibles de provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

Culture	Distances minimales (en m)
1	2
Pour la production de semences de base	1 000
— utilisation de la stérilité mâle	600
— non-utilisation de la stérilité mâle	
Pour la production de semences certifiées	500

b) La culture présente une identité et une pureté suffisantes pour les caractéristiques de ses composants, y compris la stérilité mâle.

La culture satisfait notamment aux normes et aux conditions suivantes :

i) le nombre de plantes de l'espèce cultivée, reconnaissables comme ne correspondant manifestement pas au composant, ne dépasse pas :

— 1 par 30 m<sup>2</sup> pour la production de semences de base;

— 1 par 10 m<sup>2</sup> pour la production de semences certifiées, cette norme ne s'appliquant aux inspections officielles sur pied qu'au composant femelle;

ii) pour les semences de base, en cas d'utilisation de la stérilité mâle, le taux de stérilité du composant mâle stérile représente au moins 98 %.

c) Le cas échéant, les semences certifiées sont produites dans une culture en mélange d'un composant femelle mâle stérile avec un composant mâle qui restaure la fertilité mâle.

## 5. Cultures destinées à la production de semences certifiées d'hybrides d'avoine, d'orge, de riz, de blé, de blé dur, d'épeautre et de triticale autogame.

a) La culture répond aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport à des sources voisines de pollen susceptibles de provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

— la distance minimale du composant femelle est de 25 m par rapport à toute autre variété de la même espèce, excepté d'une culture du composant mâle;

— cette distance peut ne pas être prise en considération s'il y a une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère indésirable.

b) La culture présente une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne les caractéristiques de ses composants.

Lorsque les semences sont produites au moyen d'un agent d'hybridation chimique, la culture répond aux normes et autres conditions suivantes :

i) la pureté minimale variétale de chaque composant est la suivante :

— avoine, orge, riz, blé, blé dur et épeautre : 99,7 %;

— triticale autogame : 99,0 %;

ii) l'hybridité minimale doit être de 95 %. Le taux d'hybridité est évalué conformément aux méthodes internationales en vigueur, dans la mesure où de telles méthodes existent. Lorsque l'hybridité est déterminé durant le contrôle des semences préalable à la certification, il n'est pas nécessaire d'évaluer le taux d'hybridité au cours d'inspections sur pied.

5. La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des semences, notamment d'*Ustilagineae*, n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.

6. Le respect des normes ou autres conditions susmentionnées est vérifié, dans le cas des semences de base, lors d'inspections officielles sur pied et, dans le cas des semences certifiées, soit lors d'inspections officielles sur pied, soit lors d'inspections effectuées sous contrôle officiel.

Ces inspections sur pied sont effectuées dans les conditions suivantes :

A. L'état cultural et le stade de développement de la culture permettent un examen satisfaisant.

B. Le nombre d'inspections sur pied est au moins :

a) pour *Avena sativa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *Triticosecale*, *Triticum aestivum*, *Triticum durum*, *Triticum spelta* et *Secale cereale* : 1;

b) pour *Sorghum spp.* et *Zea mays* pendant la période de floraison :

aa) variétés à pollinisation libres : 1;

bb) lignées inbred ou hybrides : 3.

Lorsque le précédent cultural de la même année ou de l'année précédente est une culture de *Sorghum spp.* et *Zea mays*, au moins une inspection sur pied particulière doit être effectuée pour constater le respect des conditions visées au point 1 de la présente annexe.

C. La taille, le nombre et la distribution des sondages élémentaires à inspecter pour examiner le respect des conditions fixées dans la présente annexe doivent être déterminés selon des méthodes appropriées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## Annexe II

### CONDITIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES SEMENCES

1. Les semences présentent une identité et une pureté variétales suffisantes ou, dans le cas de semences d'une lignée inbred, une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne ses caractéristiques. En ce qui concerne les semences de variétés hybrides, les dispositions susmentionnées s'appliquent également aux caractéristiques des composants.

Les semences des espèces mentionnées ci-dessus répondent notamment aux normes ou autres conditions suivantes :

A. 1) *Avena sativa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum*, *Triticum durum* et *Triticum spelta* autres que leurs hybrides respectifs :

Catégorie	Pureté minimale variétale (%)
1	2
Semences de base	99,9
Semences certifiées, première reproduction	99,7
Semences certifiées, deuxième reproduction	99,0

La pureté minimale variétale est contrôlée principalement lors d'inspections sur pied effectuées selon les conditions visées à l'annexe I<sup>re</sup>.

2) Variétés autogames de triticosecale autres que les hybrides :

Catégorie	Pureté minimale variétale (%)
Semences de base	99,7
Semences certifiées, première reproduction	99,0
Semences certifiées, deuxième reproduction	98,0

La pureté minimale variétale est examinée surtout dans les inspections sur pied effectuées conformément aux conditions fixées à l'annexe I<sup>re</sup>.

3) Hybrides d'avoine, d'orge, de riz, de blé, de blé dur, d'épeautre et de triticales autogame : La pureté variétale minimale des semences de la catégorie « semences certifiées » est de 90 %. Elle est examinée dans le cadre d'essais officiels après contrôle, effectués sur une proportion appropriée d'échantillons.

B. *Sorghum spp.* et *Zea mays* :

Lorsque, pour la production de semences certifiées de variétés hybrides, un composant femelle mâle-stérile et un composant mâle qui ne restaure pas la fertilité mâle ont été utilisés, les semences doivent être obtenues :

1) soit par mélange de lots de semences, dans des proportions propres à la variété, produites, d'une part, en utilisant un composant femelle mâle-stérile et, d'autre part, un composant femelle mâle-fertile,

2) soit par culture des composants femelles mâles-stériles et femelles mâles-fertiles, dans des proportions propres à la variété. Les proportions entre ces deux composants sont contrôlées lors d'inspections sur pied effectuées selon les conditions visées à l'annexe I<sup>re</sup>.

## C. Hybrides de seigle :

Les semences ne sont pas certifiées en tant que semences certifiées, à moins qu'il ait été dûment tenu compte des résultats d'un essai officiel après contrôle, effectué sur des échantillons de semences de base prélevés officiellement et opéré pendant la période de végétation des semences introduites en vue de la certification en tant que semences certifiées, pour vérifier si les semences de base ont rempli les conditions fixées pour les semences de base par la présente décision au sujet de l'identité et de la pureté applicables aux caractéristiques des composants, y compris la stérilité mâle.

2. Les semences répondent aux normes ou autres conditions suivantes en ce qui concerne la faculté germinative, la pureté spécifique et la teneur en semences d'autres espèces de plantes :

## E. Tableau :

Espèces et catégories	Faculté germinative minimale (% des semences pures)	Pureté minimale spécifique (% du poids)	Teneur maximale de semence d'autres espèces de plantes, y compris les grains rouges d' <i>Oryza sativa</i> dans un échantillon du poids prévu à l'annexe III, colonne 4 (total par colonne)						
			Autres espèces de plantes (a)	Graines rouges d' <i>Oryza sativa</i>	Autres espèces de céréales	Espèces de plantes autres que céréales	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena sterilis</i> , <i>Avena ludoviciana</i> , <i>Lolium temulentum</i>	<i>Raphanus raphanistrum</i> , <i>Agrostemma githago</i>	<i>Panicum spp.</i>
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Avena sativa</i> , <i>hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> , <i>Triticum durum</i> , <i>Triticum spelta</i> :									
— semences de base	85	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
— semences certifiées de la première reproduction et de la deuxième reproduction	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Phalaris canariensis</i>									
— semences de base	75	98	4		1 (b)		0 (c)		
— semences certifiées	75	98	10		5		0 (c)		
<i>Oryza sativa</i>									
— semences de base	80	98	4	1					1
— semences certifiées de la première reproduction	80	98	10	3					3
— semences certifiées de la deuxième reproduction	80	98	15	5					3
<i>Secale cereale</i>									
— semences de base	85	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
— semences certifiées	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Sorghum spp.</i>	80	98	0						
<i>Triticosecale</i>									
— semences de base	80	98	4		1(b)	3	0 (c)	1	
— semences certifiées de première et deuxième reproduction	80	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Zea mays</i>	90	98	0						

B. Normes ou autres conditions applicables lorsqu'il en est fait référence au tableau point 2 sous A de la présente annexe:

a) La teneur maximale de semences visées à la colonne 4 couvre aussi les semences des espèces visées aux colonnes 5 à 10.

b) Une deuxième graine n'est pas considérée comme une impureté si un échantillon du même poids est exempt de graines d'autres espèces de céréales.

c) La présence d'une graine d'*Avena fatua*, *Avena sterilis*, *Avena ludoviciana* ou *Lolium temulentum* dans un échantillon de poids fixé n'est pas considéré comme une impureté si un second échantillon du même poids est exempt de graines de ces espèces.

d) Dans le cas des variétés d'*Avena sativa* qui sont officiellement classées comme variétés du type « avoine nue », la faculté germinative minimale est réduite à 75 % des semences pures et l'étiquette officielle porte l'indication « faculté germinative minimale 75 % ».

3. La teneur en organismes nuisibles réduisant l'utilité des semences est la plus faible possible.

Les semences répondent notamment aux normes suivantes concernant *Claviceps purpurea* (nombre maximal de sclérotés ou de fragments de sclérotés contenu dans un échantillon d'un poids indiqué dans la colonne 3 de l'annexe III).

Catégorie	<i>Claviceps purpurea</i>
1	2
Céréales, autres que du seigle hybride : — semences de base — semences certifiées	1 3
Hybrides de seigle : — semences de base — semences certifiées	1 4 (a)
(a) La présence de cinq sclérotés ou fragments de sclérotés dans un échantillon du poids prescrit est considérée comme répondant aux normes lorsqu'un deuxième échantillon du même poids ne contient pas plus de quatre sclérotés ou fragments de sclérotés.	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

### Annexe III

#### POIDS DES LOTS ET DES ECHANTILLONS

Espèces	Poids maximal d'un lot (t)	Poids minimal d'un échantillon à prélever sur un lot (g)	Poids de l'échantillon pour les dénombrements visés à l'annexe II point 2 sous A colonnes 4 à 10 et à l'annexe II point 3 (g)
1	2	3	4
<i>Avena sativa</i> , <i>Hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> , <i>Triticum durum</i> , <i>Triticum spelta</i> , <i>Secale cereale</i> , <i>Triticosecale</i>	25	1 000	500
<i>Phalaris canariensis</i>	10	400	200
<i>Oryza sativa</i>	25	500	500
<i>Sorghum spp.</i>	10	1 000	900
<i>Zea mays</i> , semences de base de lignées inbred	40	250	250
<i>Zea mays</i> , semences de base autres que de lignées inbred et semences certifiées	40	1 000	1 000

Le poids maximal d'un lot ne peut être dépassé de plus de 5 %.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## Annexe IV

## ETIQUETTE

## A. Indications prescrites :

## a) Pour les semences de base et les semences certifiées :

1. « Règles et normes CE ».
2. Service de certification et Etat membre ou leur sigle.
3. Numéro de référence du lot.
4. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé ..... (mois et année) »; ou mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention « échantillonné ..... (mois et année) ».
5. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
6. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
7. Catégorie.
8. Pays de production.
9. Poids net ou brut déclaré, ou nombre déclaré de graines.
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.
11. Dans le cas de variétés qui sont des hybrides ou des lignées inbred :
  - pour les semences de base, pour lesquelles l'hybride ou la lignée inbred à laquelle appartiennent les semences a été officiellement admis aux termes des catalogues nationaux ou du catalogue commun : le nom de ce composant, sous lequel il a été officiellement admis avec ou sans référence à la variété finale, accompagné, dans le cas des hybrides ou lignées inbred destinés uniquement à servir de composants pour des variétés finales, du mot « composant »;
  - pour les autres semences de base : le nom du composant auquel appartiennent les semences de base, qui peut être indiqué sous forme de code, accompagné d'une référence à la variété finale, avec ou sans référence à sa fonction (mâle ou femelle) et accompagné du mot « composant »;
  - pour les semences certifiées : le nom de la variété à laquelle appartiennent les semences accompagné du mot « hybride ».
12. Dans le cas où la germination a été ré-analysée, les mots « ré-analysée ..... (mois et année) » et le service responsable de cette ré-analyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

## b) Pour les mélanges de semences :

1. « Mélange » (espèces ou variétés).
2. Service qui a procédé à la fermeture et Etat membre,
3. Numéro de référence du lot.
4. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé ..... (mois et année) »,
5. Espèce, catégorie, variété, pays de production et proportion en poids de chacun des composants; les noms de l'espèce et de la variété sont indiqués au moins en caractères latins.
6. Poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré des graines.
7. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage, ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.
8. Dans le cas où au moins la germination de tous les composants du mélange a été ré-analysée, les mots « ré-analysée ..... (mois et année) » et le Service responsable de cette ré-analyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

9. La mention « commercialisation admise exclusivement en » (Etat membre concerné).

## B. Dimensions minimales

110 mm x 67 mm.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## Annexe V

ETIQUETTE ET DOCUMENT PREVUS DANS LE CAS DE SEMENCES NON-CERTIFIEES DEFINITIVEMENT  
DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE

## A. Indications devant figurer sur l'étiquette :

- Autorité responsable de l'inspection sur pied et Etat membre ou leurs sigles.
- Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins, dans le cas de variétés (lignées inbred, hybrides) destinées à servir exclusivement de composants de variétés hybrides, le mot « composant » est ajouté.
- Catégorie.
- Dans le cas de variétés hybrides, le mot « hybride ».
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Poids net ou brut déclaré.
- Les mots « semences non certifiées définitivement ».

## B. Couleur de l'étiquette :

L'étiquette est de couleur grise.

## C. Indication devant figurer dans le document :

- Autorité délivrant le document.
- Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins.
- Catégorie.
- Numéro de référence des semences employées et nom du ou des pays ayant procédé à leur certification.
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document.
- Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages
- Nombre de générations après les semences de base, dans le cas de semences certifiées.
- Attestation que les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent ont été remplies.

Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1001

[C - 2006/27044]

**9. FEBRUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels und der Kontrolle des Getreidesaatguts;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 66/402/EWG vom 14. Juni 1966 über den Verkehr mit Getreidesaatgut;

Aufgrund der Richtlinie 2004/117/EG des Rates vom 22. Dezember 2004 zur Änderung der Richtlinien 66/401/EWG, 66/402/EWG, 2002/54/EG, 2002/55/EG und 2002/57/EG hinsichtlich der amtlich überwachten Prüfungen und der Gleichstellung von in Drittländern erzeugtem Saatgut;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

In Erwägung der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

In Erwägung der Entscheidung 2004/842/EG der Kommission vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. Januar 2006;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Bestimmungen der Richtlinie 66/402/EWG, abgeändert durch die vorgenannte Richtlinie 2004/117/EG, umzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als:

1° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Saatgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung.

Nicht als Inverkehrbringen gilt der Handel mit Saatgut, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

a) die Lieferung von Saatgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;

b) die Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Vorbereitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Saatgutvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut oder das Erntegut erwirbt. Der Lieferant des Saatguts legt der Dienststelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor; hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen das gelieferte Saatgut derzeit entspricht.

Die Bedingungen für die Durchführung dieser Bestimmungen werden durch den Minister nach dem in den Beschlüssen der Europäischen Union festgelegten Verfahren festgelegt.

2° Getreide: Pflanzen der folgenden Arten, die zur landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugung dienen:

<i>Avena sativa</i> L.	Hafer
<i>Hordeum vulgare</i> L.	Gerste
<i>Oryza sativa</i> L.	Reis
<i>Phalaris canariensis</i> L.	Kanariengras
<i>Secale cereale</i> L.	Roggen
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	Mohrenhirse
<i>Sorghum sudanense</i> (Piper) Stapf.	Sudangras
X <i>Triticosecale</i> Wittm.	Triticale
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Piori und Paol.	Weichweizen
<i>Triticum durum</i> Desf.	Hartweizen
<i>Triticum spelta</i> L.	Spelz
<i>Zea mays</i> L. (partim)	Mais, ausgenommen Perlmais, Puffmais (Popcorn) und Zuckermais

Einbezogen sind auch die nachstehenden durch Kreuzung der genannten Arten erhaltenen Hybriden:

*Sorghum bicolor* (L.) Moench X *Sorghum sudanense* (Piper) Stapf. Hybriden, durch Kreuzung von Mohrenhirse und Sudangras gewonnen.

Wenn nichts anderes bestimmt ist, unterliegt Saatgut der genannten Hybriden den Voraussetzungen und sonstigen Bedingungen, die für Saatgut jeder der Arten gelten, von denen sie abstammen;

3° Sorten, Hybriden und Inzuchtlinien von Mais und *Sorghum* spp.:

a) Frei abblühende Sorte: hinreichend homogene und beständige Sorte;

b) Inzuchtlinie: hinreichend homogene und beständige Linie, die durch mehrere aufeinanderfolgende Generationen im Wege der künstlichen Selbstbefruchtung unter gleichzeitiger Auslese oder durch gleichwertige Maßnahmen erlangt worden ist;

c) Einfach-Hybride: erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung zweier Inzuchtlinien;

d) Doppel-Hybride: erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung zweier Einfach-Hybriden;

e) Dreiweg-Hybride: erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung einer Inzuchtlinie und einer Einfach-Hybride;

f) Top-Cross-Hybride: erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung einer Inzuchtlinie oder einer Einfach-Hybride und einer frei abblühenden Sorte;

g) Sortenkreuzungshybride: erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung von Pflanzen aus Basissaatgut von zwei frei abblühenden Sorten;

4° Vorstufensaatgut: Zuchtsaatgut der dem Basissaatgut vorhergehenden Generationen, das unter der Verantwortung des Saatzüchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte gewonnen und von einer zuständigen Anerkennungsstelle gemäß den für die Anerkennung von Basissaatgut geltenden Bestimmungen amtlich kontrolliert worden ist;



5° Basissaatgut (Hafer, Gerste, Reis, Kanariengras, Roggen, Triticale, Weichweizen, Hartweizen und Spelz, jeweils andere als Hybriden): Samen,

a) der unter der Verantwortung des Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;

b) der zur Erzeugung von Saatgut entweder der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» oder der Kategorien «Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung» beziehungsweise «Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung» bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 5 § 1 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß der Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

Die Erzeugung des Basissaatguts kann sich über einen oder mehrere Vermehrungszyklen erstrecken. In diesem Fall wird die Kategorie Basissaatgut in die Kategorien Basissaatgut E2 für die erste Generation aus Vorstufensaatgut und Basissaatgut E3 für wenigstens die zweite Generation nach dem Vorstufensaatgut unterteilt;

6° Basissaatgut (Hybriden von Hafer, Gerste, Reis, Roggen, Weichweizen, Hartweizen, Spelz und selbstbestäubenden Sorten von Triticale), Samen:

a) der zur Erzeugung von Hybriden bestimmt ist;

b) der vorbehaltlich Artikel 5 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basissaatgut erfüllt und

c) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß der Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

7° Basissaatgut (Mais und Sorghum spp):

a) von frei abblühenden Sorten: Samen,

b) i) der unter der Verantwortung eines Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;

ii) der zur Erzeugung von Saatgut der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» dieser Sorte, von Top-Cross-Hybriden oder von Sortenkreuzungshybriden bestimmt ist;

iii) der vorbehaltlich von Artikel 5 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basissaatgut erfüllt und

iv) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß der Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Ziffern i), ii) und iii) erfüllt sind;

b) von Inzuchtlinien: Samen,

i) der vorbehaltlich von Artikel 5 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basissaatgut erfüllt und

ii) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß Ziffer i) erfüllt sind;

c) von Einfach-Hybriden: Samen,

i) der zur Erzeugung von Doppel-Hybriden, Dreiweg-Hybriden oder Top-Cross-Hybriden bestimmt ist;

ii) der vorbehaltlich von Artikel 5 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basissaatgut erfüllt und

iii) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Ziffern i) und ii) erfüllt sind;

8° Zertifiziertes Saatgut (Kanariengras, andere als Hybridsorten, Roggen, Sorghum, Sudangras, Mais und Hybriden von Hafer, Gerste, Reis, Weichweizen, Hartweizen, Spelz und selbstbestäubenden Sorten von Triticale): Samen:

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder, wenn der Züchter dies beantragt, von Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation stammt;

b) der zur Erzeugung von anderem als Saatgetreide bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 5, § 1 und § 2 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für zertifiziertes Saatgut erfüllt, und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

9° Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung (Hafer, Gerste, Reis, Triticale, Weichweizen, Hartweizen und Spelz, jeweils andere als Hybriden): Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder, wenn der Züchter dies beantragt, von Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation stammt;

b) der zur Erzeugung von Saatgut der Kategorie «zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung» oder von anderem als Saatgetreide bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anlagen I und II für zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

10° Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung (Hafer, Gerste, Reis, Triticale, Weichweizen, Hartweizen und Spelz, jeweils andere als Hybriden), Samen:

a) der unmittelbar von Basissaatgut, von zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung oder, wenn der Züchter dies beantragt, von Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation stammt;

b) der zur Erzeugung von anderem als Saatgetreide bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anlagen I und II für zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

11° Amtliche Maßnahmen: Maßnahmen, ausgehend von oder durchgeführt durch:

a) die Behörden eines Mitgliedstaates oder

b) unter der Verantwortung eines Mitgliedstaates durch juristische Personen des öffentlichen oder privaten Rechts oder

c) bei Hilfstätigkeiten unter der Überwachung eines Staates durch vereidigte natürliche Personen

unter der Voraussetzung, dass die unter den Buchstaben b) und c) genannten Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben;

12° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

13° Gemeinsamer Sortenkatalog: der gemeinsame Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aufgrund der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002;

14° Nationale Kataloge: die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten in Ausführung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

15° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

16° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

§ 2. Änderungen der Liste der in § 1 unter Punkt 2° aufgeführten Arten werden durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union vorgenommen.

§ 3. Gemäß den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union kann der Minister die unter § 1 angeführten Punkte 6°, 7°, 8°, 9° und 10° abändern, damit die Hybriden von Kanariengras, Roggen oder Tricitalen in den Anwendungsbereich dieses Erlasses fallen.

§ 4. Die jeweiligen Sortentypen einschließlich der Komponenten, die für die Kontrolle nach dem vorliegenden Erlass in Frage kommen, können durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besonders beschrieben und festgelegt werden.

**Art. 2 - § 1.** Der vorliegende Erlass gilt für die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Getreidesaatgut in der Gemeinschaft, das für die landwirtschaftliche oder gartenbauliche Erzeugung, Zierzwecke ausgenommen, bestimmt ist. Er gilt nicht für Getreidesaatgut, das zur Ausfuhr nach Drittländern bestimmt ist, unter der Bedingung, dass die Bestimmung nachgewiesen werden kann und dass es diesbezüglich identifiziert ist.

§ 2. Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

## KAPITEL II — Anerkennung und Inverkehrbringen

**Art. 3 -** Das Getreidesaatgut darf nur dann in Verkehr gebracht werden:

1° wenn es amtlich als «Vorstufensaatgut», «Basissaatgut», «zertifiziertes Saatgut», «zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung» bzw. «zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung» anerkannt worden ist;

2° wenn ein auf das Gewicht bezogener Feuchtigkeitsgrad von 16 v.H. zum Zeitpunkt der amtlichen Anerkennung nicht überschritten ist;

3° wenn es einer Sorte angehört, die in den nationalen Katalogen oder im gemeinsamen Katalog angeführt ist.

**Art. 4 -** In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 3 ist das Inverkehrbringen von nicht aufbereitetem Saatgut im Hinblick auf dessen Aufbereitung erlaubt, sofern die Identität dieses Saatguts amtlich gewährleistet ist.

**Art. 5 - § 1.** Abweichend von den in Artikel 3, 1° und 2° aufgeführten Bestimmungen kann Vorstufensaatgut und Basissaatgut, das die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass der Lieferant eine bestimmte Keimfähigkeit gewährleistet, die er beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett angibt, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 2. Abweichend von den in Artikel 3 aufgeführten Bestimmungen und im Interesse einer schnellen Versorgung mit Saatgut kann Basissaatgut und zertifiziertes Saatgut, bei dem die amtliche Prüfung in Bezug auf die Kontrolle der Einhaltung der Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht abgeschlossen ist, amtlich anerkannt und bis zum ersten Empfänger der Handelsstufe in den Verkehr gebracht werden.

Die Anerkennung erfolgt nur gegen Vorlage einer vorläufigen Analyse des Saatguts und gegen Angabe von Namen und Anschrift des ersten Empfängers.

Der Lieferant muss die sich aus der vorläufigen Analyse ergebende Keimfähigkeit gewährleisten; beim Inverkehrbringen muss diese Keimfähigkeit auf einem besonderen Etikett angegeben werden, das den Namen und die Anschrift des Lieferanten und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 3. Mit Ausnahme der in Artikel 17 vorgesehenen Fälle der Vermehrung außerhalb der Europäischen Union gelten die Bestimmungen von § 1 und § 2 nicht für aus Drittländern eingeführtes Saatgut.

**Art. 6 - § 1.** In Abweichung von Art. 3 wird den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlaubt, kleine Mengen Saatgut für wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtvorhaben in Verkehr zu bringen.

§ 2. In Abweichung von Art. 3 kann die Dienststelle den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlauben, angemessene Mengen von Saatgut für andere Test- oder Versuchszwecke in Verkehr zu bringen, sofern das Saatgut einer Sorte zugehört, für die ein Antrag auf Aufnahme in die nationalen Kataloge gestellt wurde. Die Bestimmungen der Entscheidung der Kommission vom 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde, können zu diesem Zweck zur Anwendung kommen.

§ 3. Im Fall von genetisch verändertem Material kann das in § 1 und § 2 erwähnte Saatgut nur unter Einhaltung der Gesetzgebung über die Freisetzung und Vermarktung von genetisch veränderten Organismen in Verkehr gebracht werden.

**Art. 7 -** Aus begründeten wirtschaftlichen Gründen kann der Minister für die einheimische Produktion im Rahmen der Zertifizierung des Vorstufensaatguts, des Basissaatguts und des sonstigen zertifizierten Saatguts zusätzliche Bedingungen oder Bedingungen festlegen, die strenger sind als jene, die in den Anlagen I und II angeführt werden.

**Art. 8 -** Die ggf. erforderliche Beschreibung für die Zertifizierung der genealogischen Bestandteile wird auf Antrag der Person, die diese Zertifizierung erhält, geheim gehalten.

**Art. 9 - § 1.** Vorstufensaatgut, Basissaatgut und sonstiges zertifiziertes Saatgut dürfen nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen, die nach den Artikeln 10, 11 und 12 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden.

§ 2. Der Minister kann Abweichungen von den Bestimmungen von § 1 für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

**Art. 10 - § 1.** Packungen mit Vorstufensaatgut, mit Basissaatgut und mit zertifiziertem Saatgut aller Art müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in den Artikeln 11 und 12 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen.

Zur Sicherung der Verschiebung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder die Einbeziehung des vorgenannten Etiketts in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlusssicherung ein.

Die Maßnahmen nach Absatz 2 sind entbehrlich bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlusssystems.

In Übereinstimmung mit den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union kann der Minister die Systeme zum Verschluss von Packungen festlegen, die diesen Bestimmungen genügen.

§ 2. Eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung darf nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. In diesem Fall werden auf dem in Artikel 11 und 12 vorgesehenen Etikett auch die letzte Wiederverschließung, deren Datum und die Stelle, die die Wiederverschließung vorgenommen hat, vermerkt.

§ 3. Der Minister kann für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpackungen in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union Ausnahmen von § 1 vorsehen.

**Art. 11 - § 1.** Packungen mit Basissaatgut oder mit sonstigem zertifiziertem Saatgut:

1° werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen der Anlage IV entspricht und auf dem die Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind. Die Farbe des Etiketts ist weiß bei Basissaatgut, blau bei zertifiziertem Saatgut und zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung, und rot bei zertifiziertem Saatgut der zweiten Vermehrung.

Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlusssicherung gesichert. Wenn im Fall des Artikels 5, § 1 und § 2 das Basissaatgut oder das Maissaatgut die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet.

Nach dem in den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union festgelegten Verfahren kann die Anbringung der vorgeschriebenen Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe nach dem Muster des Etiketts unter amtlicher Überwachung gestattet werden;

2° einen amtlichen Vermerk in der Farbe des Etiketts enthalten, der auf der Verpackung befestigt ist und von der für das Etikett vorgesehenen Angaben mindestens diejenigen enthält, die für dieses Etikett in der Anlage IV, Teil A, a) Nummern 3, 5 und 6 vorgesehen sind. Der Vermerk ist so beschaffen, dass er nicht mit dem amtlichen Etikett gemäß Punkt 1° verwechselt werden kann. Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Punkt 1° ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

§ 2. Der Minister kann für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpackungen in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union Ausnahmen von § 1 vorsehen.

**Art. 12 -** Die Packungen mit Vorstufensaatgut tragen ein amtliches Etikett mit mindestens den in der Anlage IV, Punkt A erwähnten Angaben. Dort werden ebenfalls die Anzahl der dem Saatgut der Kategorien «Zertifiziertes Saatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut der ersten Generation» vorhergehenden Generationen angegeben.

Das Etikett ist weiß mit einem diagonalen violetten Strich.

Wenn im Fall des Artikels 5, § 1 Vorstufensaatgut die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

**Art. 13 -** Getreidesaatgut, das in Übereinstimmung mit Artikel 4 in Verkehr gebracht wird und zur Anerkennung nach Artikel 3 bestimmt ist, muss:

1° gemäß Artikel 10°, § 1 abgepackt und mit einem amtlichen Etikett nach der Anlage V, Teile A und B versehen werden und

2° von einer amtlichen Bescheinigung nach der Anlage IV, Teil C begleitet sein.

**Art. 14 -** Saatgut einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen amtlichen oder nicht amtlichen Begleitpapier, das gemäß dieser Richtlinie an der Saatgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar als solches gekennzeichnet sein.

**Art. 15 - § 1.** Jegliche chemische Behandlung von Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertem Saatgut aller Art muss entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung vermerkt werden.

Zusätzlich muss der Name jedes Wirkstoffs, der in dem(den) verwendeten Produkt(en) vorhanden ist, auf einem von dem Lieferanten anzubringenden zusätzlichen Etikett angegeben werden.

§ 2. Der Verkehr mit Saatgut, das chemisch mit einem Produkt behandelt worden ist, das nicht für diesen Zweck zugelassen wurde, ist untersagt gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1994 über die Lagerung, das Inverkehrbringen und die Anwendung von Pestiziden für landwirtschaftliche Anwendungen. Für eingeführtes Saatgut, das bereits chemisch behandelt worden ist, reicht jedoch aus, dass die Wirkstoffe gemäß der vorerwähnten Regelung zugelassen wurden.

**Art. 16 - § 1.** Das Saatgut einer Getreidesorte kann in der Form von bestimmten Mischungen von Saatgut verschiedener Arten in den Verkehr gebracht werden, wenn die besagten Mischungen nach dem Stand der technischen oder wissenschaftlichen Kenntnisse besonders wirksam gegen die Verbreitung bestimmter Schädlinge sein können, insofern die Bestandteile der Mischung vor dem Mischen den für sie geltenden Regeln für das Inverkehrbringen entsprechen.

§ 2. Das Saatgut von Getreide in der Form von Mischungen von Saatgut verschiedener Arten kann nur dann in den Verkehr gebracht werden, wenn die verschiedenen Bestandteile der Mischung vor dem Mischen den für sie geltenden Regeln für das Inverkehrbringen entsprochen haben.

§ 3. Die Bestimmungen der Artikel 9, 10, 11, 14 sind anwendbar auf die in § 1 und § 2 angeführten Mischungen. Die Farbe der amtlichen Etiketten ist in diesen Fällen jedoch immer grün.

**Art. 17 - § 1.** Das Getreidesaatgut, das:

1° unmittelbar von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung stammt, das in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 18 § 1 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut unmittelbar gewonnen wurde, und

2° das in einem anderen Mitgliedstaat geerntet wurde,

muss auf Antrag und unbeschadet der Richtlinie 2002/53/EG in jedem Mitgliedstaat amtlich anerkannt werden, wenn es einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den Voraussetzungen der Anlage I für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen der Anlage II für diese Kategorie erfüllt sind.

Stammt das Saatgut in diesen Fällen unmittelbar von amtlich anerkanntem Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation, so kann es, sofern die Voraussetzungen für diese Kategorie erfüllt sind, die amtliche Anerkennung als Basissaatgut erhalten.

§ 2. Getreidesaatgut, das in der Europäischen Union geerntet wurde und zur Anerkennung nach § 1 bestimmt ist, muss:

1° gemäß Artikel 10, § 1 abgepackt und mit einem amtlichen Etikett nach Anlage V, Teile A und B versehen werden und

2° von einer amtlichen Bescheinigung nach Anlage V, Teil C begleitet sein.

§ 3. Das in einem Drittland gewonnene Getreidesaatgut kann auf Anfrage amtlich zertifiziert werden, wenn:

1° Das Saatgut direkt gewonnen wurde:

a) von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung, das entweder in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem Drittland, dem gemäß Artikel 18 Absatz § 1 Gleichstellung gewährt wurde, amtlich anerkannt wurde, oder

b) durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem Drittland gemäß Punkt a) amtlich anerkanntem Basissaatgut;

2° eine Feldbesichtigung durchgeführt wurde, die die Bedingungen einer Gleichstellungsentscheidung im Sinne des Artikels 18 § 1 für die betreffende Kategorie erfüllt;

3° die amtliche Prüfung ergeben hat, dass die Bedingungen der Anlage II für dieselbe Kategorie erfüllt sind.

**Art. 18 - § 1.** Das Getreidesaatgut mit Ausnahme des Vorstufensaatguts, das in einem Drittland geerntet worden ist, darf nur dann in Verkehr gebracht werden, wenn der Rat der Europäischen Union im Voraus festgestellt hat, dass das in diesem Land geerntete Getreidesaatgut hinsichtlich seiner Eigenschaften sowie der zu seiner Prüfung, seiner Identitätssicherung, seiner Kennzeichnung und seiner Kontrolle durchgeführten Maßnahmen die gleiche Gewähr bietet, und insoweit dem Saatgut gleich steht, das in der Europäischen Union geerntet worden ist und den Bestimmungen der Richtlinie des Rates 66/402/EWG vom 14. Juni 1966 über den Verkehr mit Getreidesaatgut entspricht.

§ 2. Die in § 1 angeführten Bestimmungen sind außerdem anwendbar:

1° auf das Vorstufensaatgut, wobei vorausgesetzt wird, dass dieses Saatgut nur in Verkehr gebracht werden darf, wenn die Gleichstellung für das Basissaatgut festgestellt worden ist;

2° auf das in jedem neuen Mitgliedstaat geerntete Saatgut für die Zeit vor seinem Beitritt bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er den Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 66/402/EWG nachkommen muss.

**Art. 19 - § 1.** Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut aller Art in der Europäischen Union kann die Dienststelle beschließen, unter Anwendung des in der Richtlinie 66/402/EG festgelegten Verfahrens und mit der Zusage der Europäischen Kommission das Inverkehrbringen für einen bestimmten Zeitraum der zur Behebung der Versorgungsschwierigkeiten erforderlichen Mengen von Saatgut einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Saatgut einer Sorte, welche nicht im gemeinsamen Sortenkatalog noch in den nationalen Sortenkatalogen aufgeführt ist, zu genehmigen.

§ 2. Wenn es sich um die Saatgutkategorie einer bestimmten Sorte handelt, ist das amtliche Etikett der entsprechenden Kategorie zu verwenden; bei Saatgut von Sorten, die nicht in den vorgenannten Katalogen aufgeführt sind, ist das amtliche Etikett braun.

Auf dem Etikett ist anzugeben, dass das betreffende Saatgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

**Art. 20 -** Der Minister kann Ergänzungen oder Änderungen der Anlagen des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung mit den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union vornehmen.

### KAPITEL III — Kontrolle

**Art. 21 -** Die Dienststelle ist mit der Durchführung der Kontrolle des erzeugten einheimischen Saatguts beauftragt. Diese Kontrolle umfasst:

1° die Prüfung der Zulässigkeit der Kontrollanträge für die Kulturen, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind;

2° die Kontrolle der Feldbestände;

3° die Kontrolle der geernteten Erzeugnisse beim Transport, der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Aufmachung;

4° die Überprüfung in den Labors;

5° die Kontrolle der Ausführung der amtlichen Verschließung und des in den Artikeln 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 und 14 vorgeschriebenen Anbringens amtlicher Etiketten und Bescheinigungen;

6° die Kontrolle:

a) der unter amtlicher Kontrolle durchgeführten Probenahmen im Sinne von Art. 22;

b) der unter amtlicher Kontrolle durchgeführten Prüfungen im Sinne von Art. 22.

Die Dienststelle ist ebenfalls mit der Kontrolle der Zubereitung der Mischungen und der Kontrolle des Saatguts nach Artikel 4 und 16 beauftragt.

Die Kontrolle ist nicht mit einer spezifischen Haftung der Dienststelle verbunden, die zu Schadensersatzforderungen führen könnte.

**Art. 22** - § 1. Bei der amtlich überwachten Prüfung gemäß Art. 1, Punkte 5°, d), 6°, c), 7°, a) iv), 7°, b) ii), 7°, c) iii), 8°, d), 9°, d) und 10°, d) müssen folgende Anforderungen erfüllt sein:

1° Die Inspektoren:

a) müssen die notwendige fachliche Befähigung haben;

b) dürfen an der Durchführung der Prüfungen keinerlei Gewinninteresse haben;

c) müssen von der Dienststelle amtlich zugelassen worden sein; damit sie zugelassen werden können, müssen sie eine schriftliche Erklärung unterzeichnet haben, mit der sie sich zur Einhaltung der für amtliche Prüfungen geltenden Regeln verpflichten;

d) müssen die amtlich überwachten Prüfungen gemäß den für die amtlichen Prüfungen geltenden Regeln durchführen;

2° Die zu prüfenden Feldbestände müssen von Saatgut erwachsen sein, das einer amtlichen Nachprüfung unterzogen wurde, die zufrieden stellend ausgefallen ist;

3° Ein Teil der Feldbestände muss von amtlichen Inspektoren geprüft werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.;

4° Ein Teil der Proben der von den Feldbeständen geernteten Saatgutpartien ist für amtliche Nachprüfungen und gegebenenfalls für amtliche Laboruntersuchungen des Saatguts auf Sortenechtheit und Sortenreinheit zu entnehmen;

5° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem amtlich zugelassenen Inspektor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1°, c) erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

§ 2. Im Laufe des Verfahrens zur Kontrolle der Sorten und der Prüfung des Saatguts im Rahmen der Zertifizierung werden die Proben amtlich oder unter amtlicher Überwachung nach international üblichen Methoden oder in Ermangelung derartigen Methoden nach den vom Minister festgelegten angemessenen Methoden genommen. Saatgutproben für Kontrollen gemäß Artikel 25 sind jedoch amtlich zu ziehen.

Die Proben werden aus homogenen Partien gezogen. Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe sind in Anlage III angegeben. Für die Anwendung der Bestimmungen dieses Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

Wenn die Probenahme von Saatgut unter amtlicher Kontrolle stattfindet, müssen die nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

1° Die Saatgutprobenahme wird unter Einhaltung der Bedingungen unter 2°, 3° und 4° von Saatgutprobennehmern durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck zugelassen wurden;

2° Saatgutprobennehmer haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Probennehmer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen.

Die Saatgutprobenahme ist nach den international üblichen Verfahren durchzuführen;

3° Saatgutprobennehmer müssen sein:

a) unabhängige natürliche Personen oder

b) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich nicht mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, oder

c) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen.

In dem im Buchstabe c) erwähnten Fall kann ein Saatgutprobennehmer nur die für seinen Arbeitgeber erzeugten Partien beproben, es sei denn, zwischen seinem Arbeitgeber, dem Antragsteller und der Dienststelle wurde eine andere Vereinbarung getroffen;

4° Die Tätigkeit von Saatgutprobennehmern wird durch die Dienststelle ordnungsgemäß überwacht. Bei automatischer Probenahme sind geeignete Verfahren einzuhalten und amtlich zu überwachen;

5° Die Überwachung gemäß Punkt 4° umfasst die Kontrollbeprobung eines Prozentsatzes der zur amtlichen Anerkennung eingereichten Saatgutpartien durch amtliche Saatgutprobennehmer. Dieser Prozentanteil wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.. Diese Kontrollbeprobung betrifft nicht die automatische Probenahme;

6° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem amtlich zugelassenen Saatgutprobennehmer vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1°, c erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt;

7° gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union kann der Minister weitere Vorschriften für Saatgutprobenahmen unter amtlicher Überwachung festlegen.

§ 3. Bei der amtlich überwachten Prüfung gemäß Art. 1, Punkte 5°, d), 6°, c), 7°, a) iv), 7°, b) ii), 7°, c) iii), 8°, d), 9°, d) und 10°, d) müssen folgende Anforderungen erfüllt sein:

1° die Saatgutprüfungen müssen unter Einhaltung der unter 2° bis 4° vorgesehenen Bedingungen von zu diesem Zweck von der Dienststelle zugelassenen Saatgutprobelabors durchgeführt werden;

2° Das Labor beschäftigt einen Saatgutprüfer, der für den technischen Betrieb des Labors unmittelbar verantwortlich ist und der über die notwendige Befähigung für die technische Leitung eines Saatgutprüflabors verfügt.

Die Saatgutprüfer des Labors müssen die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Prüfer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen haben.

Das Labor muss über die Räumlichkeiten und Geräte verfügen, für die die Dienststelle im Rahmen der Zulassung amtlich bestätigt, dass sie für die Überprüfung von Saatgut geeignet sind.

Das Labor muss die Saatgutprüfungen nach den international üblichen Verfahren durchführen;

3° Das Saatgutprüflabor muss:

a) ein unabhängiges Labor oder

b) ein Labor eines Saatgutunternehmens sein.

In dem im Buchstabe b) genannten Fall darf das Labor nur Saatgutpartien überprüfen, die für das betreffende Unternehmen erzeugt wurden, sofern zwischen dem Saatgutunternehmen, dem Antragsteller und der Dienststelle keine andere Vereinbarung getroffen wurde;

4° Die Tätigkeiten des Labors in Zusammenhang mit der Prüfung des Saatguts werden durch die Dienststelle angemessen überwacht;

5° Zum Zwecke der Überwachung gemäß Punkt 4° wird ein Prozentanteil der zur amtlichen Anerkennung angemeldeten Saatgutpartien durch eine amtliche Saatgutprüfung gegengeprüft. Dieser Prozentsatz wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.;

6° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem amtlich zugelassenen Labor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1°, c erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

**Art. 23 - § 1.** Die amtlichen Saatgutprüfungen werden nach international üblichen Methoden durchgeführt oder in Ermangelung derartiger Methoden nach durch den Minister festgelegten Methoden.

§ 2. Für Getreidesaatgut kann die Dienststelle jedoch beschließen, dass die amtliche Prüfung der Keimfähigkeit und der technischen Reinheit nach § 1 im Verfahren der Anerkennung nicht auf die Partien angewandt werden muss, wenn kein Zweifel an der Erfüllung der diesbezüglichen Voraussetzungen der Anlage II besteht.

**Art. 24 - § 1.** Der Minister legt in einer Regelung für die Kontrolle und die Anerkennung des Getreidesaatguts Folgendes fest:

1° die Verfahren und die Definitionen für die in Artikel 21 angeführten Kontrollen;

2° die Bedingungen, die die natürlichen oder juristischen Personen erfüllen müssen, um einerseits die Befugnis zu erhalten, einen Antrag zur Kontrolle der Kulturen, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, einzureichen und andererseits die geernteten Erzeugnisse der in Artikel 21 angeführten Kontrolle zu unterwerfen.

§ 2. Die Dienststelle bestimmt die praktischen Durchführungsbestimmungen für die in Art. 22 und 23 erwähnten Kontrollen.

**Art. 25** - Während des Inverkehrbringens des Getreidesaatguts werden amtliche Stichproben ausgeführt, damit sichergestellt ist, dass dieses Saatgut der Europäischen Gesetzgebung genügt.

Die amtlichen Saatgutprüfungen werden nach international üblichen Methoden oder in Ermangelung derartiger Methoden nach den durch den Minister festgelegten Methoden durchgeführt. Die Proben werden aus homogenen Partien gezogen. Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe werden in Anlage III angegeben.

Für die Anwendung der Bestimmungen dieses Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

**Art. 26** - Unbeschadet des freien Verkehrs mit Saatgut in der Europäischen Union trifft der Minister alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass beim Inverkehrbringen von aus Drittländern eingeführten Saatgutmengen über 2 kg folgende Angaben gemacht werden:

- 1° Art;
- 2° Sorte;
- 3° Kategorie;
- 4° Erzeugerland und amtliche Kontrollbehörde;
- 5° Versandland;
- 6° Einführer;
- 7° Saatgutmenge.

**Art. 27** - § 1. Um die Entwicklung in folgenden Bereichen zu berücksichtigen, kann der Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besondere Bedingungen festlegen:

- 1° Voraussetzungen für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut;
- 2° Voraussetzungen, unter denen Saatgut unter Berücksichtigung der Erhaltung in situ und der nachhaltigen Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen in Verkehr gebracht werden darf, einschließlich Saatgutmischungen von Arten, die auch in Artikel 1 der Richtlinie des Rates 2002/53/EG aufgeführte Arten enthalten und mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;
- 3° Voraussetzungen, unter denen für den ökologischen Landbau geeignetes Saatgut in Verkehr gebracht werden darf.

§ 2. Die besonderen Bedingungen gemäß § 1, 2° umfassen insbesondere folgende Punkte:

- 1° die Herkunft des Saatguts dieser Arten muss bekannt und durch die Dienststelle zugelassen sein, zwecks eines Inverkehrbringens in bestimmten Gebieten;
- 2° entsprechende mengenmäßige Beschränkungen.

**Art. 28** - Der Zeitraum, während dessen die Bediensteten der in Art. 6 des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht angeführten Behörde gemäß Artikel 13 dieses Gesetzes im Rahmen einer Verwaltungsmaßnahme vorläufig die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Erzeugnisse beschlagnahmen dürfen, wird auf drei Monate festgelegt.

**Art. 29** - Rechnungen, Verträge, Kataloge, Rundschreiben, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen von Fall zu Fall die in Anlage IV, A, a) 5, 6, 7 und 10, oder Anlage IV A, b) 2, 6, 7 und 9 vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

**Art. 30** - Die Zubereiter, Einführer und Verkäufer müssen die Einkaufsrechnung, eine Kopie der Verkaufsrechnung sowie die Transportdokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf das Jahr der Ausstellung des betreffenden Dokuments folgt, aufbewahren, um sie den Beamten, die mit der Kontrolle der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt sind, auf deren Antrag und ohne, dass diese sich vor Ort begeben müssen, vorlegen zu können.

**Art. 31** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Verhinderung um den Beamten, der ihn vertritt.

#### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 32** - Der Königliche Erlass vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels und der Kontrolle des Getreidesaatguts wird aufgehoben.

**Art. 33** - Der Ministerialerlass vom 21. Dezember 2001 zur Festlegung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung des Getreidesaatguts bleibt anwendbar bis zum Zeitpunkt, wo er ausdrücklich ersetzt wird.

**Art. 34** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 35** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## Anlage I

## VORAUSSETZUNGEN, DENEN DER FELDBESTAND GENÜGEN MUSS

1. Die Vermehrungsfläche hat keine Vorfrucht, die mit der Erzeugung von Saatgut der Art und der Sorte des Bestandes nicht zu vereinbaren ist. Die Vermehrungsfläche ist ausreichend frei von Pflanzen, die von der Vorfrucht durchgewachsen sind.

2. 2. Der Bestand genügt folgenden Normen hinsichtlich der Entfernungen zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können und insbesondere, bei Sorghum, aus Quellen von *Sorghum halepense*:

Bestand	Mindestentfernungen (in m)
1	2
<i>Phalaris canariensis</i> , <i>Secale cereale</i> , Hybride ausgenommen:	
— bei der Erzeugung von Basissaatgut	300
— bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut	250
<i>Sorghum spp.</i>	300
<i>Triticosecale</i> , selbstfruchtende Sorten	
— bei der Erzeugung von Basissaatgut	50
— bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut	20
<i>Zea mays</i>	200

Diese Entfernungen brauchen nicht eingehalten zu werden, sofern eine ausreichende Abschirmung gegen eine unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden ist.

3. Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein oder, bei Inzuchtlinien, ausreichend echt und rein hinsichtlich der die Inzuchtlinie kennzeichnenden Merkmale. Bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten gelten diese Bestimmungen auch für die Merkmale der Komponenten, einschließlich die männliche Sterilität oder der Restauration der Fruchtbarkeit.

Insbesondere genügen die Bestände von *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *Secale cereale*, Hybride ausgenommen, *Sorghum spp.* und *Zea mays* folgenden Normen oder sonstigen Voraussetzungen:

A. *Phalaris canariensis*, *Secale cereale*, Hybride ausgenommen: Die Zahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die als eindeutig nicht sortenecht festgestellt werden können, überschreitet nicht:

— 1 je 30 m<sup>2</sup> bei der Erzeugung von Basissaatgut, - 1 je 10 m<sup>2</sup> bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut.

B. *Zea mays*:

a) Der Anteil an Pflanzen der jeweiligen Art, die als eindeutig nicht sortenecht, nicht echt in Bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente festgestellt werden können, überschreitet nicht folgende Werte:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

i) Inzuchtlinien: 0,1

ii) Einfachhybriden, je Komponente: 0,1

iii) von frei abblühenden Sorten: 0,5

bb) bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut:

i) Komponente von Hybridsorten:

— Inzuchtlinie: 0,2

— Einfachhybride: 0,2 - frei abblühende Sorte: 1,0

ii) von frei abblühenden Sorten: 1,0.

b) bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten müssen folgende weitere Normen oder Anforderungen erfüllt sein:

aa) Die Pflanzen der männlichen Komponente geben während der Blütezeit der Pflanzen der weiblichen Komponente ausreichend Pollen;

bb) Wenn erforderlich, wird entfannt;

cc) wenn die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Blüten haben, darf der Anteil an Pflanzen dieser Komponente, die Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben, 5 v.H. nicht überschreiten;

— 1 bei jeder amtlichen Feldbesichtigung,

— 2 bei der Gesamtheit der amtlichen Feldbesichtigungen.

Pflanzen werden als Pollen ausschüttend gezählt, wenn auf 50 mm oder mehr der Hauptachse oder ihrer Verzweigungen die Antheren aus den Spelzen ausgetreten sind und Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben.



*C. Sorghum spp.*

a) Der Anteil an Pflanzen der jeweiligen sorghum-Art, die der Bestandart nicht entsprechen oder als eindeutig nicht echt in bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente festgestellt werden können, überschreitet nicht folgende Werte:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

in der Blütezeit: 0,1

ii) in der Reifezeit: 0,1

bb) bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut:

i) Pflanzen der männlichen Komponente, die ausreichend Pollen abgegeben haben, wenn die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Narbenfäden haben:

ii) Pflanzen der weiblichen Komponente:

— in der Blütezeit: 0,3

— in der Reifezeit: 0,1

b) Bei der Erzeugung von Zertifiziertem Saatgut von Hybridsorten werden folgende weitere Normen oder Voraussetzungen erfüllt:

aa) Die Pflanzen der männlichen Komponente geben ausreichend Pollen ab, wenn die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Narbenfäden haben;

c) Bestände von frei abblühenden oder synthetischen Sorte von *Sorghum spp.* entsprechen folgenden Voraussetzungen: Die Zahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die als eindeutig nicht sortenecht festgestellt werden können, darf folgende Werte nicht überschreiten:

— 1 je 30 m<sup>2</sup> für die Erzeugung von Basissaatgut

— 1 je 10 m<sup>2</sup> für die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut.

*D. Oryza sativa:*

Die Zahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die eindeutig als Wildpflanzen oder Pflanzen mit roten Körnern festgestellt werden können, überschreitet nicht:

— 0 bei der Erzeugung von Saatgut

— 1 je 50 m<sup>2</sup> bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut.

## 4. Roggenhybride

a) Der Bestand genügt folgenden Normen hinsichtlich der Entfernungen zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können:

Bestand	Mindestentfernungen (in m)
1	2
Bei der Erzeugung von Basissaatgut	1 000
- unter Ausnutzung der männlichen Sterilität	600
- unter Nichtausnutzung der männlichen Sterilität	
Für die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut	500

b) Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein hinsichtlich der die Erbkomponenten kennzeichnenden Merkmale, einschließlich der männlichen Sterilität.

Insbesondere genügt der Bestand folgenden Normen und sonstigen Voraussetzungen:

i) Die Anzahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die als eindeutig nicht echt in Bezug auf die Komponente festgestellt werden können, überschreitet nicht folgende Werte:

— 1 je 30 m<sup>2</sup> bei der Erzeugung von Basissaatgut,

— 1 je 10 m<sup>2</sup> bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut. Diese Norm gilt bei amtlichen Feldbesichtigungen nur für die weibliche Komponente;

ii) bei Basissaatgut muß der Sterilitätsgrad der männlichen sterilen Komponente im Fall der Ausnutzung der männlichen Sterilität; mindestens 98 v.H. betragen.

c) Wo dies angemessen ist, wird zertifiziertes Saatgut im gemischten Anbau einer männlich-sterilen weiblichen Komponente mit einer die männliche Fruchtbarkeit wiederherstellenden männlichen Komponente erzeugt.

5. Bestände zur Erzeugung von Zertifiziertem Saatgut von Hybriden von Hafer, Gerste, Reis, Weizen, Hartweizen, Spelz und selbstbestäubenden Sorten von Triticale.

a) Der Bestand genügt folgenden Normen hinsichtlich der Entfernungen zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können:

— Der Mindestabstand der weiblichen Komponente beträgt 25 m von jeder anderen Sorte derselben Art, ausgenommen Feldbestände der männlichen Komponente.

— Dieser Abstand muss nicht eingehalten werden, sofern eine ausreichende Abschirmung gegen unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden ist.

b) Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein hinsichtlich der die Merkmale der Erbkomponenten.

Wird Saatgut unter Verwendung eines Gametozides erzeugt, so muss der Bestand folgenden Normen und sonstigen Anforderungen genügen:

i) Die Sortenreinheit muss mindestens folgenden Prozentsatz erreichen:

— Hafer, Gerste, Reis, Weichweizen, Hartweizen und Spelz: 99,7

— selbstbestäubendes Triticale: 99,0

ii) Die Mindesthybridität muß 95 v.H. betragen. Der Hybriditätsgrad muss mittels international üblicher Methoden, soweit vorhanden, beurteilt werden. In den Fällen, in denen die Hybridität bei der Saatgutprüfung vor der Zertifizierung bestimmt wird, kann auf die Bestimmung der Hybridität bei der Feldbesichtigung verzichtet werden.

5. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, insbesondere von Ustilagineae, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.

6. Die Einhaltung der oben genannten Normen und sonstigen Voraussetzungen wird bei Basissaatgut durch amtliche Feldbesichtigungen und bei zertifiziertem Saatgut durch amtliche Feldbesichtigungen oder durch amtlich überwachte Feldbesichtigungen geprüft.

Diese Feldbesichtigungen werden unter folgenden Voraussetzungen durchgeführt:

A. Die Anbaubedingungen und der Entwicklungsstand des Bestandes gestatten eine ausreichende Prüfung.

B. An Feldbesichtigungen finden mindestens statt:

a) bei *Avena sativa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *Triticosecale*, *Triticum aestivum*, *Triticum durum*, *Triticum spelta* und *Secale cereale*: 1

b) bei *Sorghum spp.* und *Zea mays* während der Blütezeit:

a) Frei abblühende Sorten: 1

bb) Inzuchtlinien oder Hybridsorten: 3.

Wenn die Vorfrucht im gleichen oder im vorhergehenden Jahr *Sorghum spp.* oder *Zea mays* gewesen ist, findet mindestens eine besondere Feldbesichtigung zur Überprüfung der Einhaltung der Bestimmungen von Punkt 1 dieser Anlage statt.

C. Die Größe, die Zahl und die Verteilung der Teile der Vermehrungsfläche, die zur Überprüfung der Einhaltung der Bestimmungen dieser Anlage zu besichtigen sind, werden nach geeigneten Methoden festgelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## Anlage II

### ANFORDERUNGEN, DENEN DAS SAATGUT GENÜGEN MUSS

1. Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein oder, bei Inzuchtlinien, ausreichend echt und rein hinsichtlich der die Inzuchtlinie kennzeichnenden Merkmale. Bei Saatgut von Hybridsorten gelten diese Bestimmungen auch für die Merkmale der Erbkomponenten.

Insbesondere genügt das Saatgut der nachstehend aufgeführten Arten den folgenden Normen oder sonstigen Voraussetzungen:

A. 1) *Avena sativa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum*, *Triticum durum* und *Triticum spelta* jeweils andere als Hybriden:

Kategorie	Mindestsortenreinheit (v.H.)
1	2
Basissaatgut	99,9
Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung	99,7
Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung	99,0

Die Mindestsortenreinheit wird in der Regel bei Feldbesichtigungen nach den in Anlage I festgelegten Voraussetzungen geprüft.

2) Selbstbefruchtende Sorten von *Triticosecale* andere als Hybridsorten:

Kategorie	Mindestsortenreinheit (v.H.)
Basissaatgut	99,7
Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung	99,0
Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung	98,0

Die Sortenreinheit wird in der Regel bei Feldbesichtigungen nach den in Anlage I festgelegten Voraussetzungen geprüft.

3) Hybriden von Hafer, Gerste, Reis, Weichweizen, Hartweizen, Spelz und selbstbestäubenden Sorten von Triticale: Die Sortenreinheit des Saatguts der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» muss mindestens 90 v.H. betragen. Sie wird amtlich mittels eines angemessenen Anteils der Proben nachgeprüft.

B. *Sorghum spp.* und *Zea mays*:

Sind bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» eine männlich sterile weibliche Komponente und eine männliche Komponente verwendet worden, die die männliche Fruchtbarkeit nicht restauriert, so werden folgende Verfahren angewendet:

1) entweder Mischung von Saatgutpartien, von denen bei einer eine männlich sterile weibliche Komponente und bei der anderen eine männlich fruchtbare weibliche Komponente verwendet worden sind, in einem der Sorte entsprechenden Verhältnis;

2) oder Anbau der männlich sterilen weiblichen Komponente mit der männlich fruchtbaren weiblichen Komponente in einem der Sorte entsprechenden Verhältnis. Das Verhältnis dieser Komponenten wird bei Feldbesichtigungen geprüft, die unter den Voraussetzungen der Anlage I durchgeführt werden.

## C. Roggenhybride:

Saatgut wird als zertifiziertes Saatgut erst anerkannt, wenn die Ergebnisse eines amtlichen Nachkontrollanbaus ordnungsgemäß berücksichtigt wurden, der in der Vegetationsperiode des zur Zertifizierung angemeldeten Saatguts durchgeführt wurde, um auf der Grundlage amtlich gezogener Proben festzustellen, daß das Basissaatgut den in dieser Richtlinie festgelegten Voraussetzungen für die Echtheit und Reinheit von Basissaatgut hinsichtlich der Merkmale der Komponenten, einschließlich der männlichen Sterilität, genügt hat.

2. Das Saatgut genügt folgenden Normen oder Voraussetzungen hinsichtlich der Keimfähigkeit, der technischen Reinheit und des Anteils an Körnern anderer Pflanzenarten:

## E. Tabelle:

1 Art und Kategorie	2 Mindest-keimfähigkeit (in v.H. der reinen Körner)	3 Technische Mindest- reinheit (in v.H. des Gewichtes)	Höchstanteil an Körnern anderer Pflanzenarten einschließlich der roten Körner von <i>Oryza sativa</i> in einer Probe mit dem in Anlage III Spalte 4 angegebenen Gewicht (Gesamtzahl je Spalte)						
			4 Andere Pflanzenarten	5 Rote Körner von <i>Oryza sativa</i>	6 Andere Getreidearten	7 Andere Pflanzenarten als Getreide	8 <i>Avena fatua</i> , <i>Avena sterilis</i> , <i>Avena ludoviciana</i> , <i>Lolium temulentum</i>	9 <i>Raphanus raphanistrum</i> , <i>Agrostemma githago</i>	10 Panicum spp.
<i>Avena sativa</i> , <i>hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> , <i>Triticum durum</i> , <i>Triticum spelta</i> :									
— Basissaatgut	85	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
Zertifiziertes Saatgut der ersten und zweiten Vermehrung	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Phalaris canariensis</i>									
— Basissaatgut	75	98	4		1 (b)		0 (c)		
— Zertifiziertes Saatgut	75	98	10		5		0 (c)		
<i>Oryza sativa</i> :									
— Basissaatgut	80	98	4	1					1
— Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung	80	98	10	3					3
— Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung	80	98	15	5					3
<i>Secale cereale</i> L.									
— Basissaatgut	85	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
— Zertifiziertes Saatgut	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Sorghum</i> spp.	80	98	0						
<i>Triticosecale</i>									
— Basissaatgut	80	98	4		1(b)	3	0 (c)	1	
— Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung und zweiten Vermehrung	80	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Zea mays</i>	90	98	0						

B. B. Normen oder sonstige Voraussetzungen, die gelten, wenn darauf in der Tabelle zu Teil 2 Buchstabe A dieser Anlage Bezug genommen wird:

- Der in Spalte 4 ausgewiesene Höchstanteil an Körnern enthält auch die Körner der Arten von Spalten 5 bis 10.
- Ein zweites Korn gilt nicht als Unreinheit, wenn eine zweite Probe mit demselben Gewicht keine Körner anderer Getreidearten enthält.
- Ein Korn von *Avena fatua*, *Avena sterilis*, *Avena ludoviciana* oder *Lolium temulentum* gilt in einer Probe mit dem vorgeschriebenen Gewicht nicht als Unreinheit, wenn eine zweite Probe mit demselben Gewicht keine Körner dieser Arten enthält.
- für Sorten der Art *Avena sativa*, die amtlich als vom Typ «Nackthafer» eingestuft sind, wird die Mindestkeimfähigkeit auf 75 v.H. der reinen Körner herabgesetzt. Das amtliche Etikett trägt demzufolge den Hinweis «Mindestkeimfähigkeit 75 v.H.».

3. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.

Insbesondere genügt das Saatgut folgenden Normen hinsichtlich der *Claviceps purpurea* (Höchstanzahl der Sklerotien oder ihrer Bruchstücke in einer Probe mit dem in Anlage III Spalte 3 angegebenen Gewicht):

Kategorie	<i>Claviceps purpurea</i>
1	2
Getreide außer Roggenhybride: — Basissaatgut — Zertifiziertes Saatgut	1 3
Roggenhybride: — Basissaatgut — Zertifiziertes Saatgut	1 4 (a)
(a) Das Vorhandensein von fünf Sklerotien oder Bruchstücken von Sklerotien in einer Probe mit dem vorgeschriebenen Gewicht wird als den Normen genügend befunden, wenn in einer zweiten Probe mit demselben Gewicht nicht mehr als vier Sklerotien oder Bruchstücke von Sklerotien vorhanden sind.	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

#### Anlage III

#### GEWICHTE DER PARTIEN UND PROBEN

Arten	Höchstgewicht einer Partie (in Tonnen)	Mindestgewicht einer aus einer Partie zu ziehenden Probe (in Gramm)	Gewicht einer Teilprobe für die Auszählung gemäß Anlage II, 2 A, Spalten 4 - 10 und gemäß Anlage II, 3 (in Gramm)
1	2	3	4
<i>Avena sativa</i> , <i>Hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> , <i>Triticum durum</i> , <i>Triticum spelta</i> , <i>Secale cereale</i> , <i>Triticosecale</i>	25	1 000	500
<i>Phalaris canariensis</i>	10	400	200
<i>Oryza sativa</i> :	25	500	500
<i>Sorghum spp.</i>	10	1 000	900
<i>Zea mays</i> , Basissaatgut von Inzuchtlinien	40	250	250
<i>Zea mays</i> , Basissaatgut, außer Inzuchtlinien; Zertifiziertes Saatgut	40	1 000	1 000

Das Höchstgewicht einer Partie darf nicht um mehr als 5 v.H. überschritten werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## Anlage IV

## ETIKETT

## A. Vorgeschriebene Angaben:

## a) Bei Basissaatgut und zertifiziertem Saatgut:

1. «Regelungen und EG-Normen».
2. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen
3. Bezugsnummer der Partie
4. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk: «Verschließung . (Monat und Jahr)» oder Monat und Jahr der letzten für die Entscheidung über die Anerkennung bestimmten amtlichen Probenahme, ausgedrückt durch den Vermerk «,Probenahme . (Monat und Jahr)».
5. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt ohne Namen der Autoren)
6. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
7. Kategorie.
8. Erzeugerland
9. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der Körner
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.
11. Bei Hybridsorten oder Inzuchtlinien:
  - für Basissaatgut, bei dem die Einfachhybride oder Inzuchtlinie, der das Basissaatgut angehört, laut den nationalen Katalogen oder dem gemeinsamen Katalog amtlich zugelassen worden ist: Bezeichnung der Komponente, unter dem diese amtlich zugelassen worden ist, mit oder ohne Angabe der Sorte, im Fall von Einfachhybriden oder Inzuchtlinien, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Sorten verwendet zu werden, mit dem Zusatz «Komponente»
  - für Basissaatgut in anderen Fällen: Bezeichnung der Komponente, der das Basissaatgut angehört, die kodiert angegeben werden kann, ergänzt durch die Angabe der Sorte, mit oder ohne Angabe ihrer Funktion (männliche oder weibliche Komponente), mit dem Zusatz «Komponente»
  - für zertifiziertes Saatgut: Bezeichnung der Sorte, der das Saatgut angehört, mit dem Zusatz «Hybrid».
12. Zusätzlich können die Worte «Erneut geprüft (Monat und Jahr)» und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden

## c) bei Mischungen von Saatgut:

1. «Mischung». (Arten oder Sorten),
2. Verschließungsstelle und Mitgliedstaat,
3. Bezugsnummer der Partie,
4. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk: «Verschließung .. (Monat und Jahr)»
5. Arten, Kategorien, Sorten, Erzeugungsland und Gewichtsverhältnis der Bestandteile; die Namen der Art und der Sorte werden zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben
6. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der Körner,
7. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen, die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht,
8. Zusätzlich können die Worte «Erneut geprüft (Monat und Jahr)» und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden
9. Der Vermerk «Ausschließlich in . (betroffener Mitgliedstaat) zugelassenes Inverkehrbringen»

## B. Mindestgröße

110 mm x 67 mm

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## Anlage V

ETIKETT UND BESCHEINIGUNG FÜR NOCH NICHT ENDGÜLTIG ANERKANNTES SAATGUT,  
DAS IN EINEM ANDEREN MITGLIEDSTAAT GEERNTET WURDE

- A. Für das Etikett vorgeschriebene Angaben
- für die Feldbesichtigung zuständige Behörde und Mitgliedstaat oder deren Zeichen;
  - Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt ohne Namen der Autoren);
  - Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben: bei Sorten (Inzuchtlinien, Hybriden), die nur als Komponente zur Erzeugung von Hybridsorten verwendet werden sollen, wird das Wort «Komponente» angefügt;
  - Kategorie;
  - bei Hybridsorten das Wort «Hybrid»;
  - Kennnummer des Feldes oder der Partie;
  - angegebenes Netto- oder Bruttogewicht;
  - die Worte: «noch nicht endgültig anerkanntes Saatgut».
- B. Etikettfarbe:  
Das Etikett ist grau.
- C. Für die Bescheinigung vorgeschriebene Angaben:
- Ausstellende Behörde;
  - Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt ohne Namen der Autoren);
  - Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
  - Kategorie;
  - Bezugsnummer des zur Aussaat verwendeten Saatguts und Land bzw. Länder, die dieses Saatgut anerkannt haben;
  - Kennnummer des Feldes oder der Partie;
  - Anbaufläche der Partie, für die die Bescheinigung gilt;
  - Menge des geernteten Saatguts und Anzahl der Packungen;
  - bei zertifiziertem Saatgut die Vermehrungsstufe nach Basissaatgut;
  - Bestätigung, dass der Feldbestand, aus dem das Saatgut stammt, die gestellten Bedingungen erfüllt hat. Gegebenenfalls die Ergebnisse einer vorläufigen Saatgutanalyse.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anlage beigefügt zu werden.
- Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1001

[C — 2006/27044]

**9 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van zaaigranen;

Gelet op Richtlijn 66/402/EEG van de Raad van 14 juni 1966, betreffende het in de handel brengen van zaaigranen;

Gelet op Richtlijn 2004/117/EG van de Raad van 22 december 2004 tot wijziging van de Richtlijnen 66/401/EEG, 66/402/EEG, 2002/54/EG, 2002/55/EG en 2002/57/EG met betrekking tot onderzoeken onder officieel toezicht en de gelijkwaardigheid van in derde landen geproduceerd zaaizaad;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002, betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

Gelet op beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid d.d. 16 januari 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van Richtlijn 66/402/EEG, gewijzigd bij Richtlijn 2004/117/EG, onverwijld moeten worden omgezet;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afzet : de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van zaaizaad aan derden, tegen of zonder vergoeding, met het oog op commercieel gebruik.

Onder "in de handel brengen" wordt niet verstaan de handel in zaaizaad die niet is gericht op commercieel gebruik van het ras, zoals de volgende handelingen :

a) levering van zaaizaad aan officiële onderzoeks- en controle instanties;

b) levering van zaaizaad aan verlener van diensten voor het bereiden of de verpakking, voorzover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde zaaizaad verwerft.

Onder "in de handel brengen" wordt niet verstaan de levering van zaaizaad onder bepaalde voorwaarden aan verlener van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van zaaizaad voor dat doel, voorzover de dienstverlener geen rechten op het geleverde zaaizaad of op de opbrengst van de oogst verwerft. De leverancier van zaaizaad verstrekt de Dienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener; daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte zaaizaad op dat moment voldoet.

De voorwaarden voor de uitvoering van deze bepalingen worden vastgesteld door de Minister overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie;

2 granen :

planten van de volgende gewassen, bestemd voor land- of tuinbouw :

<i>Avena sativa</i> L.	Haver
<i>Hordeum vulgare</i> L.	Gerst
<i>Oryza sativa</i> L.	Rijst
<i>Phalaris canariensis</i> L.	Kanariezaad
<i>Secale cereale</i> L.	Rogge
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	Sorgho
<i>Sorghum sudanense</i> (Piper) Stapf.	Soedangras
X <i>Triticosecale</i> Wittm.	Triticale
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Piori en Paol.	Zachte tarwe
<i>Triticum durum</i> Desf.	Harde tarwe
<i>Triticum spelta</i> L.	Spelt
<i>Zea mays</i> L. (partim)	Maïs met uitzondering van popcorn en suikermaïs

Deze definitie geldt ook voor de onderstaande hybriden die het product zijn van een kruising van hierboven genoemde soorten :

*Sorghum bicolor* (L.) Moench X *Sorghum sudanense* (Piper) Stapf.      Hybriden die het product zijn van een kruising van sorgho en Soedangras

Tenzij anders bepaald gelden voor zaad van genoemde hybriden de normen of andere voorwaarden die van toepassing zijn voor zaad van elk van de soorten waaruit zij zijn verkregen;

3° rassen, hybriden en inteeltlijnen van maïs en *Sorghum spp.* :

a) vrij bestoven ras : voldoende homogeen en bestendig ras;

b) ingeteelde stam : voldoende homogene en bestendige lijn, die gedurende verscheidene opeenvolgende generaties door kunstmatige zelfbevruchting onder gelijktijdige selectie of door gelijkwaardige maatregelen is verkregen.

c) enkele hybride : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van twee ingeteelde stammen.

d) dubbele hybride : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van twee enkele hybriden.

e) drieweg-hybride : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van een ingeteelde stam en van een enkele hybride.

f) inteelt-rassen-hybride ( topkruising ) : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van een ingeteelde stam of van een enkele hybride en van een vrij bestoven ras;

g) rassen-hybride : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van planten uit basiszaad van twee vrij bestoven rassen;

4° prebasiszaad : kwekerszaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelsmatige instandhouding met betrekking tot het ras, dat door een tot keuring bevoegde dienst officieel is onderzocht en goedgekeurd volgens de voor de keuring van basiszaad geldende voorschriften;

5° basiszaad (haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, rogge, kanariezaad, triticale en harde tarwe, andere dan hybriden wat elk van de voornoemde soorten betreft) : zaad :

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens strenge selectievoorschriften ten aanzien van het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad, hetzij van de categorie gecertificeerd zaad, hetzij van de categorieën gecertificeerd zaad van de eerste nabouw of gecertificeerd zaad van de tweede nabouw,

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, § 1, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet.

Die vermeerdering kan gebeuren in één of 2 vermeerderingscycli. In dit geval wordt de categorie basiszaad onderverdeeld in basiszaad E2 voor de eerste generatie afkomstig van prebasiszaad, en basiszaad E3 voor de tweede generatie vanaf prebasiszaad.

6° basiszaad (hybriden van haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, rogge, harde tarwe en zelfbestuivende rassen van triticale), zaad :

a) dat is bestemd voor de voortbrenging van hybriden;

b) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

c) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

7° basiszaad (maïs en *Sorghum spp.*) :

a) vrij bestoven ras : zaad :

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens strenge selectievoorschriften ten aanzien van het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

ii) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie gecertificeerd zaad van dit ras, van een inteelt-rassen-hybride of een rassen-hybride,

iii) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

iv) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten i), ii) en iii) vastgestelde voorwaarden voldoet;

b) ingeteelde stam : zaad :

i) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

ii) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punt i) vastgestelde voorwaarden voldoet;

c) van enkele hybriden : zaad,

i) dat is bestemd voor de voortbrenging van dubbele hybriden, drieweg-hybriden of inteelt-rassen-hybriden;

ii) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

iii) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten i) en ii) vastgestelde voorwaarden voldoet;

8° gecertificeerd zaad (kanariezaad, ander dan hybriden, rogge, sorgho, Soedangras, maïs en hybriden van haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, harde tarwe en zelfbestuivende rassen van triticale) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van een aan het basiszaad voorafgaande generatie;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van andere granen dan zaaigranen,

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, §§ 1 en 2, voldoet aan de in bijlagen I en II, voor gecertificeerd zaad, vastgestelde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

9° gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering (haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, triticale en harde tarwe, andere dan hybriden wat elk van de voornoemde soorten betreft) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van een aan het basiszaad voorafgaande generatie;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie gecertificeerd zaad van de tweede nabouw of voor de voortbrenging van andere granen dan zaaigranen,

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor gecertificeerd zaad van de eerste nabouw opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;



10° gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering (haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, triticale en harde tarwe, andere dan hybriden wat elk van de voornoemde soorten betreft), zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad, van gecertificeerd zaad, eerste vermeerdering of, op verzoek van de kweker, van een aan het basiszaad voorafgaande generatie;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van andere granen dan zaaigranen,

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor gecertificeerd zaad van de tweede nabouw opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

11° officiële maatregelen : maatregelen die uitgaan van of verricht worden :

a) door autoriteiten van een Staat, of

b) door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen handelend onder de verantwoordelijkheid van een Staat of

c) voor hulpwerkzaamheden, door beëdigde natuurlijke personen handelend onder het toezicht van een staat, mits de personen genoemd onder b) en c) geen bijzonder voordeel ontleenen aan het resultaat van deze maatregelen.

12° derde landen : land dat geen lid is van de Europese Unie;

13° gemeenschappelijke rassenlijst : de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen zoals beschreven in Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002;

14° nationale rassenlijsten : de nationale rassenlijsten voor landbouwgewassen en groentegewassen, vastgesteld ter uitvoering van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

15° Minister : de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

16° Dienst : de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 2. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister wijzigingen aanbrengen aan de in § 1, sub 2°, vermelde rassenlijst.

§ 3. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister wijzigingen aanbrengen aan punten 6°, 7°, 8°, 9° en 10° van § 1, met het oog op het opnemen van hybriden van kanariezaad, rogge of triticale in het toepassingsgebied van dit besluit.

§ 4. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie kan de Minister specificeren en bepalen welke typen rassen, met inbegrip van de kruisingspartners, in aanmerking komen voor keuring volgens de voorwaarden van dit besluit.

**Art. 2.** § 1. Dit besluit heeft betrekking op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen binnen de Europese Unie van zaaigranen die voor landbouw- of tuinbouwproductie, met uitzondering van sierdoeleinden, bestemd zijn. Het geldt niet voor zaaigranen bestemd voor uitvoer naar derde landen indien het als dusdanig wordt geïdentificeerd en voorzover de bestemming kan worden aangetoond.

§ 2. Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

## HOOFDSTUK II. — *De certificering en het in de handel brengen*

**Art. 3.** Zaaigranen mogen slechts in de handel worden gebracht indien :

1° het gaat om officieel goedgekeurd prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad, gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering of gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering;

2° een vochtgehalte van 16 % in gewicht niet werd overschreden bij de officiële goedkeuring;

3° indien het gaat om zaad van rassen die voorkomen op de nationale lijsten of op de gemeenschappelijke rassenlijst.

**Art. 4.** Niettegenstaande de bepalingen van artikel 3, is de handel van niet-bewerkt zaad met het oog op het bereiden daarvan toegelaten, voor zover hun identiteit officieel gewaarborgd is.

**Art. 5.** § 1. Prebasiszaad en basiszaad dat niet voldoet aan de voorwaarden voor de kiemkracht gesteld in bijlage II mogen, in afwijking van het bepaalde in artikel 3, punten 1° en 2°, officieel gecertificeerd worden en in de handel worden gebracht op voorwaarde dat de leverancier een minimumkiemkracht waarborgt. Die kiemkracht wordt, voor het in de handel brengen, door de leverancier op een speciaal etiket samen met zijn naam en adres en het nummer van de partij vermeld.

§ 2. In het belang van een snelle voorziening met zaad, mag, in afwijking van het bepaalde in artikel 3, "basiszaad "of " gecertificeerd zaad ", waarvoor het officiële onderzoek in verband met de in bijlage II opgesomde voorwaarden met betrekking tot de kiemkracht nog niet voltooid is, officieel gecertificeerd worden en in de handel gebracht worden tot en met de eerste commerciële afnemer.

De goedkeuring geschiedt uitsluitend indien een verslag van de voorlopige analyse van het zaad wordt overgelegd en indien de naam en het adres van de eerste afnemer worden vermeld.

Alle dienstige maatregelen worden getroffen opdat de leverancier de kiemkracht waarborgt die is vastgesteld bij de voorlopige analyse. De aanduiding van deze kiemkracht moet bij het in de handel brengen voorkomen op een speciaal etiket met de naam en het adres van de leverancier en het nummer van de partij.

§ 3. De bepalingen van §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op zaad dat wordt ingevoerd uit derde landen, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 17 betreffende de vermeerdering buiten de Europese Gemeenschap.

**Art. 6.** § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 3 worden de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten ertoe gemachtigd om kleine hoeveelheden zaad voor wetenschappelijke of selectiedoeleinden in de handel te brengen.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 3 kan de Dienst de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten ertoe machtigen om passende hoeveelheden zaad voor andere onderzoeks- of beproevingsdoeleinden in de handel te brengen, voorzover het gaat om zaad van een ras waarvoor een aanvraag tot opneming in de nationale rassenlijst voor landbouwgewassen en groentegewassen is ingediend. De bepalingen van beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd, zijn daartoe van toepassing.

§ 3. In geval van genetisch gemodificeerd materiaal is de handel van de in §§ 1 en 2 bedoelde zaden enkel toegestaan als het voldoet aan de voorwaarden van de wetgeving over de introductie en het in de handel brengen van genetisch gemodificeerd materiaal.

**Art. 7.** De Minister kan om gegronde economische redenen, wat de inlandse productie betreft, voor de keuring van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle soorten bijkomende of strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in de bijlagen I en II.

**Art. 8.** De voor de keuring eventueel vereiste beschrijving van de genealogische bestanddelen wordt, op verzoek van de kweker, geheim gehouden.

**Art. 9.** § 1. Prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle aard mag slechts in de handel worden gebracht in voldoende homogene partijen en in een gesloten verpakking die overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 12 is voorzien van een sluitingssysteem en een aanduiding.

§ 2. De Minister kan afwijkingen van § 1 voorzien voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden van dat zaad ten behoeve van de laatste gebruiker, voor wat betreft verpakking, sluitingssysteem en aanduiding.

**Art. 10.** § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle aard zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in de artikelen 11 en 12 bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet ten minste het vorengenoemde etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officieel zegel worden aangebracht.

De in de tweede alinea bedoelde maatregelen zijn niet beslist noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie kan de Minister de sluitingsystemen voor verpakkingen die voldoen aan deze bepalingen, vaststellen.

§ 2. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in de artikelen 11 en 12 voorgeschreven etiket ook melding gemaakt van de laatste nieuwe sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft verricht.

§ 3. De Minister kan afwijkingen van § 1 vaststellen voor kleine op het Waalse grondgebied gesloten verpakkingen overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

**Art. 11.** § 1. Verpakkingen van basiszaad en gecertificeerd zaad van alle aard :

1° zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage IV en waarvan de gegevens gesteld zijn in één van de officiële talen van de Europese Unie. De kleur van het etiket is wit voor basiszaad, blauw voor gecertificeerd zaad en gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering en rood voor gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering.

Als in het etiket een gaatje is gemaakt, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt. Als, in de gevallen bedoeld in artikel 5, §§ 1 en 2, het basis- of maiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage II met betrekking tot de kiemkracht, is dat op het etiket vermeld.

Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegestaan.

Volgens de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie mag worden toegestaan dat de voorgeschreven aanduidingen onder officieel toezicht onuitwisbaar op de verpakking worden aangebracht volgens het model van het etiket;

b) bevatten binnenin een officieel certificaat in de kleur van het op de verpakking gekleefde etiket en met ten minste de in bijlage IV, deel A, sub a), punten 3, 5 en 6 voor het etiket voorgeschreven gegevens. Het certificaat moet een zodanige vorm hebben dat het niet kan worden verward met het in punt 1° bedoelde etiket. Het certificaat is niet vereist wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of wanneer, overeenkomstig het bepaalde sub 1°, een kleefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal is gebruikt.

§ 2. De Minister kan afwijkingen van § 1 vaststellen voor kleine op het Waalse grondgebied gesloten verpakkingen overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

**Art. 12.** De verpakkingen van prebasiszaad zijn aan de buitenkant voorzien van een officieel etiket waarop ten minste de gegevens opgenomen in bijlage IV zijn vermeld samen met het aantal generaties dat aan het zaad van de categorie "gecertificeerd zaad" of "gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering" voorafgaat.

Het etiket is wit van kleur en heeft een diagonaal lopende paarse streep.

Als, in een geval als bedoeld in artikel 5, § 1, het prebasiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage II met betrekking tot de kiemkracht, is dat op het etiket vermeld.

**Art. 13.** Zaad van granen dat overeenkomstig artikel 4, § in de handel gebracht wordt en dat bestemd is voor goedkeuring overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, moet :

1° worden verpakt en voorzien zijn van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden, opgesomd onder A en B van bijlage V, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 1 en 2° vergezeld gaan van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage V, onder C.

**Art. 14.** Voor zaad van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk officieel dan wel ander etiket of document dat krachtens het bepaalde in dit besluit op de partij zaad is aangebracht of deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd.

**Art. 15.** § 1. In geval van een chemische behandeling van het prebasiszaad, het basiszaad, het gecertificeerd zaad van alle aard, moet hiervan op het officiële etiket dan wel op een etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking melding zijn gemaakt.

Bovendien dient de naam van elke werkzame stof van het of de gebruikte producten vermeld te worden op een door de leverancier aangebracht aanvullend etiket.

§ 2. Het is verboden zaaizaad in de handel te brengen dat chemisch werd behandeld met een product dat hiertoe niet werd erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik. Voor zaaizaad dat reeds chemisch behandeld wordt ingevoerd, volstaat evenwel dat de werkzame bestanddelen werden toegelaten overeenkomstig de voormelde reglementering.

**Art. 16.** § 1. Zaad van een graansoort mag in de handel worden gebracht in de vorm van bepaalde mengsels van zaden van verschillende rassen voor zover deze mengsels volgens de wetenschappelijke of technische kennis terzake bijzonder doeltreffend zijn tegen de verspreiding van bepaalde schadelijke organismen, en voorzover de bestanddelen van het mengsel vóór menging voldoen aan de voorschriften voor het in de handel brengen die daarop van toepassing zijn.

§ 2. Zaaigranen in de vorm van mengsels van zaden van verschillende soorten mogen slechts in de handel worden gebracht indien de verscheidene samenstellende delen van het mengsel, voor de menging, voldeden aan de regels voor het in de handel brengen die op hen van toepassing zijn.

§ 3. De bepalingen van artikelen 9, 10, 11 en 14 zijn van overeenkomstige toepassing op de in §§ 1 en 2 bedoelde mengsels. De officiële etiketten zijn evenwel in alle gevallen groen.

**Art. 17.** § 1. Zaaigranen :

1° die rechtstreeks afkomstig zijn van basiszaad of gecertificeerd zaad van eerste vermeerdering dat officieel is goedgekeurd in een of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 18, § 1, gelijkstelling heeft verkregen, of die rechtstreeks afkomstig zijn van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land en

2° die in een andere lidstaat zijn geoogst, moeten op verzoek, en onverminderd de bepalingen van Richtlijn 2002/53/EG, in elke lidstaat officieel worden goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer ze zijn onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de in bijlage I voor de betrokken categorie vermelde voorwaarden en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat ze voldoen aan de in bijlage II voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Wanneer in dergelijke gevallen het zaad rechtstreeks is gewonnen uit officieel goedgekeurd zaad van een generatie die aan het basiszaad voorafgaat, kan het officieel goedgekeurd worden als basiszaad, als voldaan is aan de voor deze categorie vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Zaaigranen die in de Europese Unie geoogst zijn en die bestemd zijn voor goedkeuring overeenkomstig § 1, moeten :

1° worden verpakt en voorzien zijn van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage V, delen A en B, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 1, en

2° vergezeld gaan van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage V, deel C.

§ 3. Zaaigranen die in een derde land geoogst zijn, kunnen op verzoek officieel worden goedgekeurd indien :

1° ze rechtstreeks gewonnen zijn uit :

a) basiszaad of gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering in een of meerdere lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 18, § 1, gelijkstelling heeft verkregen, of

b) het kruisen van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een derde land bedoeld in punt a);

2° ze zijn onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in een krachtens artikel 18, § 1, voor de betrokken categorie vastgestelde beschikking betreffende de gelijkstelling;

3° bij een officieel onderzoek is gebleken dat de in bijlage II voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden zijn vervuld.

**Art. 18.** § 1. Zaaigranen, ander dan prebasiszaad, die in een derde land zijn geoogst, mogen enkel in de handel gebracht worden indien de Raad van de Europese Unie vooraf heeft vastgesteld dat het in dit land geoogste zaad dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de verzekering van de identiteit, de aanduiding en de controle, in dit opzicht gelijkwaardig is aan zaad dat in de Unie is geoogst en beantwoordt aan de bepalingen van Richtlijn 66/402/EEG van de Raad van 14 juni 1966, betreffende het in de handel brengen van zaaigranen.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn eveneens van toepassing :

1° op prebasiszaad, met dien verstande dat dit zaad alleen in de handel mag worden gebracht als de gelijkwaardigheid voor het basiszaad werd vastgesteld;

2° op het zaaizaad dat werd geoogst in iedere nieuwe Lidstaat van de Europese Unie gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij aan de bepalingen van de voormelde Richtlijn 66/402/EEG moet voldoen.

**Art. 19.** § 1. Ten einde tijdelijke moeilijkheden op te heffen die zich voordoen bij de algemene voorziening met basiszaad of in de Europese Unie gecertificeerd zaad en die niet op een andere manier kunnen worden overwonnen, kan de Dienst, mits hiertoe gemachtigd te zijn door de Europese Commissie volgens de bij Richtlijn 66/402/EG vastgestelde procedure, de vereiste hoeveelheden zaad van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld of zaad van rassen die noch in de "gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen", noch in de nationale rassenlijsten voorkomen, tot de handel toelaten voor een bepaalde duur.

§ 2. Wanneer het een categorie zaad van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket of het etiket van de leverancier het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is vastgesteld; in het geval van zaad van rassen die niet op bovengenoemde lijsten voorkomen, is het officiële etiket bruin van kleur.

In elk geval wordt op het etiket vermeld dat het zaad betreft dat tot een categorie behoort waaraan minder strenge eisen zijn gesteld.

**Art. 20.** De Minister kan de bijlagen van dit besluit aanvullen en wijzigen, overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

### HOOFDSTUK III. — *De keuring*

**Art. 21.** De Dienst is belast met de uitvoering van de controle op de productie van inlands zaad. Deze controle omvat :

1° het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van zaaizaad;

2° de keuring van het gewas op het veld;

3° het toezicht op de geogste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;

4° het onderzoek in laboratoria;

5° het toezicht op het verrichten van de officiële sluitingen en het aanbrenge van officiële etiketten en certificaten, overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 en 14.

6° de controle op :

a) de in artikel 22 bedoelde monsternemingen verricht onder officieel toezicht;

a) de in artikel 22 bedoelde onderzoeken verricht onder officieel toezicht;

De Dienst is eveneens belast met het toezicht op de bereiding van mengsels en met de controle op het zaaizaad, bedoeld in artikelen 4 en 16.

De keuring schept voor de Dienst geen enkele specifieke verantwoordelijkheid waarop een eis tot schadevergoeding zou kunnen gegrond worden.

**Art. 22.** § 1. Het in artikel 1, punten 5°, d), 6°, c), 7°, a) iv), 7°, b) ii), 7°, c) iii), 8°, d), 9°, d) en 10°, d) bedoelde onderzoek onder officieel toezicht moet aan de volgende eisen voldoen :

1° de keurmeesters :

a) moeten over de nodige technische vakbekwaamheid beschikken;

b) halen geen persoonlijk voordeel uit de door hen uitgevoerde keuringen;

c) zijn officieel erkend door de dienst. Dat houdt in dat ze een verklaring hebben ondertekend waarin zij zichzelf ertoe verbinden de regels voor officiële onderzoeken in acht te nemen;

d) moeten de keuringen onder officieel toezicht uitvoeren overeenkomstig de regels die voor officiële keuringen gelden;

2° het te keuren zaadgewas wordt geproduceerd uit zaad waarop een officiële nacontrole is uitgevoerd waarvan de resultaten bevredigend waren;

3° een gedeelte van het zaad wordt door officiële keurmeesters gecontroleerd. Dat gedeelte is minstens gelijk aan 5 %;

4° een gedeelte van de monsters van het van de zaadgewassen geogste zaad wordt gebruikt voor officiële nacontrole en, zo nodig, voor officiële laboratoriumtesten om de rasechtheid en -zuiverheid van het zaad te controleren;

5° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende keurmeesters die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1°, c) bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de betrokken onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

§ 2. Bij de uitoefening van de controle van de rassen en bij het onderzoek van het zaad met het oog op de goedkeuring gebeurt de bemonstering officieel of onder officieel toezicht volgens de vigerende internationale methoden of bij gebrek volgens de door de Minister vastgestelde methoden. De monsterneming met het oog op controles overeenkomstig artikel 25 wordt evenwel officieel uitgevoerd.

De bemonstering gebeurt uit homogene partijen : het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden in bijlage III vermeld. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder een homogene partij verstaan een hoeveelheid die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken bezit.

De bemonstering onder officieel toezicht moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de zaadbemonstering wordt uitgevoerd door monsternemers die door de Dienst erkend zijn onder de in punten 2°, 3° en 4° bedoelde voorwaarden;

2° de monsternemers hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële monsternemers van zaad en afgesloten met officiële examens.

De bemonstering wordt uitgevoerd overeenkomstig de vigerende internationale methoden.

3° de monsternemers van zaad zijn :

a) zelfstandige natuurlijke personen;

b) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten geen aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad of

b) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad.

In het geval bedoeld in punt c) mag een monsterner enkel monsters nemen op zaadpartijen geproduceerd op naam van zijn werkgever, behoudens andersluidende beschikkingen overeengekomen tussen zijn werkgever, de aanvrager van een certificering en de Dienst;

4° het werk van monsternemers is onderworpen aan een door de Dienst uitgevoerde geschikte controle. In geval van automatische monsterneming moeten gepaste procedures worden nageleefd en het voorwerp uitmaken van een officiële controle;

5° met het oog op de in punt 4° bedoelde controle maakt een deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleproef door officiële monsternemers van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5 %. Die controleproeven zijn niet van toepassing op de automatische monsterneming;

6° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende monsternemers die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1°, c) bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de betrokken onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet;

7° overeenkomstig de beschikkingen van de Europese Unie kan de Minister andere maatregelen treffen die van toepassing zijn op de monsterneming van zaad onder officieel toezicht.

§ 3. Het in artikel 1, punten 5°, d), 6°, c), 7°, a) iv), 7°, b) ii), 7°, c) iii), 8°, d), 9°, d) en 10°, d) bedoelde onderzoek onder officieel toezicht moet aan de volgende eisen voldoen :

1° de zaadonderzoeken worden uitgevoerd onder de voorwaarden bedoeld in 2° tot 4° door proeflaboratoria die door de Minister daartoe erkend zijn;

2° het laboratorium belast met zaadonderzoek beschikt over een hoofdanalist die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de technische verrichtingen en die de vereiste bekwaamheden heeft voor het technisch beheer van een dergelijk laboratorium.

De zaadanalisten hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële zaadanalisten en afgesloten met officiële examens.

Het laboratorium is gevestigd in lokalen en voorzien van uitrustingen die door de Dienst officieel beschouwd zijn als voldoende voor het zaadonderzoek, in het toepassingsgebied van de goedkeuring.

De onderzoeken worden uitgevoerd overeenkomstig de vigerende internationale methoden;

3° het laboratorium belast met de onderzoeken is :

a) een zelfstandig laboratorium of

b) een laboratorium dat toebehoort aan een zaadbedrijf.

In het geval bedoeld in punt b), mag het enkel zaadonderzoeken uitvoeren op partijen die geproduceerd worden in naam van het zaadbedrijf waaraan het toebehoort, behoudens andersluidende bepalingen overeengekomen tussen genoemd bedrijf, de aanvrager van de certificering en de Dienst;

4° de door het laboratorium uitgevoerde onderzoeken zijn onderworpen aan een gepaste controle van de Dienst;

5° met het oog op de in punt 4° bedoelde controle maakt een bepaald deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleonderzoek in de vorm van een officieel onderzoek van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5 %;

6° De Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende laboratoria die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1°, c) bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de betrokken onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

**Art. 23.** § 1. Het officiële zaadonderzoek vindt plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld.

§ 2. Voor zaaigranen kan de Dienst echter beslissen dat het in § 1 bedoelde officiële onderzoek naar de kiemkracht en mechanische zuiverheid ter gelegenheid van de goedkeuring niet is vereist, behoudens indien eraan wordt getwijfeld dat aan de desbetreffende voorwaarden vervat in bijlage II is voldaan.

**Art. 24.** § 1. In een keurings- en certificeringsreglement van zaaigranen wordt door de Minister het volgende vastgesteld :

1° de procedures en bepalingen met betrekking tot de controle bedoeld in artikel 21;

2° de voorwaarden waaraan de natuurlijke of rechtspersonen moeten voldoen om gerechtigd te zijn om een aanvraag tot keuring in te dienen voor teelten bestemd voor de productie van zaaizaad en om de geogoste producten te onderwerpen aan de controles, bedoeld in artikel 21.

§ 2. De Dienst bepaalt de praktische modaliteiten voor de in artikelen 22 en 23 bedoelde controles.

**Art. 25.** Door officiële steekproeven op monsters wordt nagegaan of de in de handel gebrachte zaaigranen beantwoorden aan de in de Europese regelgeving vervatte voorwaarden.

Het officiële zaadonderzoek vindt plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld. De bemonstering gebeurt uit homogene partijen; het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden in bijlage III vermeld.

Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder een homogene partij verstaan een hoeveelheid die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken bezit.

**Art. 26.** Onverminderd het vrije verkeer van zaad binnen de Europese Gemeenschap, neemt de Dienst de nodige maatregelen opdat hij bij het in de handel brengen van uit derde landen ingevoerde hoeveelheden zaad van meer dan 2 kg van de volgende gegevens in kennis wordt gesteld :

1° soort;

2° ras;

3° categorie;

4° land van productie en officiële controledienst;

5° land van verzending;

6° importeur;

7° hoeveelheid zaaizaad.

**Art. 27.** § 1. Om rekening te houden met de ontwikkelingen op de volgende gebieden, en volgens beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister specifieke voorwaarden vaststellen :

1° waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht;

2° waaronder zaad in de handel mag worden gebracht in verband met de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen, met inbegrip van zaadmengsels van soorten waaronder ook soorten die zijn opgenomen in artikel 1 van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad en die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en seminatuurlijke habitats en worden bedreigd door genetische erosie;

3° waaronder voor de biologische teelt geschikt zaad in de handel mag worden gebracht.

§ 2. De in § 1 sub 2° bedoelde specifieke voorwaarden omvatten met name de volgende punten :

1° het zaad van deze soorten is van een bekende herkomst die erkend is door de dienst voor het in de handel brengen van zaad in bepaalde gebieden;

2° passende kwantitatieve beperkingen.

**Art. 28.** De termijn, waarvoor de bij artikel 6 van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt bedoelde overheidspersonen, op grond van artikel 13 van die wet, de bij dit besluit gereglementeerde producten bij administratieve maatregel voorlopig in beslag mogen nemen, is vastgesteld op drie maanden.

**Art. 29.** De facturen, contracten catalogi, omzendbrieven, offerten voor verkoop en andere gelijkaardige documenten moeten de aanduidingen dragen welke, naargelang het geval, zijn voorgeschreven voor het etiket in bijlage IV, A, a) 5, 6, 7 en 10 of in bijlage IV, A, b) 2, 6, 7 en 9.

**Art. 30.** De bereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoersdocumenten, gedurende drie jaar, vanaf 1 januari van het jaar dat op hun datum volgt, bewaren ten einde ze zonder verplaatsing aan de ambtenaren belast met het toezicht over de toepassing van dit besluit, op dezes verzoek voor te leggen.

**Art. 31.** De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft in overeenstemming met hetgeen is bepaald in de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 32.** Het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van zaaigranen, wordt opgeheven.

**Art. 33.** Het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement van zaaigranen, blijft van toepassing totdat het uitdrukkelijk wordt vervangen.

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 35.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## Bijlage I

## VOORWAARDEN WAARAAN HET GEWAS MOET VOLDOEN

1. Op het perceel mag geen voorvrucht zijn verbouwd die zich niet verdraagt met de productie van zaaizaad van de soort en het ras van het betrokken gewas. Het perceel moet ook voldoende vrij zijn van opslag van de voorvrucht.

2. Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste kruisbestuiving kunnen leiden en in het bijzonder voor sorgho van bronnen van *Sorghum halepense* :

Gewassen	Minimale afstanden (m)
1	2
<i>Phalaris canariensis</i> , <i>Secale cereale</i> andere dan hybriden	
— voor de productie van basiszaad	300
— voor de productie van gecertificeerd zaad	250
<i>Sorghum spp.</i>	300
<i>Triticosecale</i> , zelfbestuivende rassen	
— voor de productie van basiszaad	50
— voor de productie van gecertificeerd zaad	20
<i>Zea mays</i>	200

Deze afstanden behoeven niet in acht te worden genomen wanneer er voldoende bescherming tegen ongewenste kruisbestuiving aanwezig is.

3. Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn; een gewas van een ingeteelde stam moet voldoende echt en zuiver zijn met betrekking tot zijn eigenschappen. Bij de productie van zaad van hybriderassen zijn de bovenstaande bepalingen ook van toepassing op de eigenschappen van de kruisingspartners, inclusief mannelijke steriliteit of herstel van de fertiliteit.

In het bijzonder gewassen van *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *Secale cereale* andere dan hybriden, *Zea mays* en *Sorghum spp.* moeten aan de volgende normen of eisen voldoen :

A. *Phalaris canariensis* en *Secale cereale* andere dan hybriden : het aantal planten van deze soorten die duidelijk niet tot het betrokken ras behoren, mag niet meer bedragen dan :

- 1 per 30 m<sup>2</sup> voor basiszaad,
- 1 per 10 m<sup>2</sup> voor gecertificeerd zaad.

B. *Zea mays* :

a) Het aantal planten die duidelijk niet tot het ras, de ingeteelde stammen of de kruisingspartners behoren, mag niet meer bedragen dan :

- aa) voor de productie van basiszaad :
  - i) ingeteelde stammen : 0,1
  - ii) enkelvoudige hybriden, voor iedere kruisingspartner : 0,1
  - iii) vrij bestoven rassen : 0,5
- bb) voor de productie van gecertificeerd zaad :

i) kruisingspartners van hybriderassen :

- ingeteelde stammen : -0,2
- enkelvoudige hybriden : 0,2
- vrij bestoven ras : 1,0
- ii) vrij bestoven rassen : 1,0.

b) Voor de productie van zaad van hybride-rassen moet bovendien aan de volgende normen of eisen worden voldaan :

aa) de planten van de mannelijke kruisingspartner moeten voldoende stuifmeel afgeven wanneer de planten van de vrouwelijke kruisingspartner in bloei staan;

bb) zo nodig moet tot ontpluiming worden overgegaan;

cc) wanneer 5 % of meer planten van de vrouwelijke kruisingspartner bevrucht kunnen worden, mag het percentage aan planten van de vrouwelijke kruisingspartner die stuifmeel hebben afgegeven of afgeven niet meer bedragen dan :

— 1 bij elke veldkeuring, en

— 2 over alle veldkeuringen te samen.

Planten worden geacht stuifmeel te hebben afgegeven of af te geven wanneer op 50 mm of meer van de hoofdas of de zijassen van de pluim de meeldraden uit de kafjes steken en stuifmeel hebben afgegeven of afgeven.

C. *Sorghum spp.*

a) Het aantal planten van een andere sorghumsoort dan de soort van het gewas of die duidelijk niet tot de ingeteelde stammen of de kruisingspartners behoren, mag niet meer bedragen dan :

aa) voor de productie van basiszaad :

i) tijdens de bloeitijd : 0,1

ii) na rijping : 0,1

bb) Voor de productie van gecertificeerd zaad :

i) planten van de mannelijke kruisingspartner die stuifmeel afgeven wanneer de stempel van de planten van de vrouwelijke kruisingspartner receptief is :

ii) planten van de vrouwelijke kruisingspartner :

— tijdens de bloeitijd : 0,3

— na rijping : 0,1

b) Voor de productie van gecertificeerd zaad van hybride rassen moet voorts aan de volgende normen of eisen worden voldaan :

aa) de planten van de mannelijke kruisingspartners moeten voldoende stuifmeel afgeven wanneer de stempel van de planten van de vrouwelijke kruisingspartner receptief is;

bb) wanneer de stempel van de planten van de vrouwelijke kruisingspartner receptief is, mag het aantal planten van die kruisingspartner die stuifmeel afgeven of hebben afgegeven niet meer bedragen dan 0,1 %;

c) Gewassen van vrij bestoven of kunstmatig verkregen rassen van *Sorghum spp.* moeten voldoen aan de volgende normen : het aantal planten van deze soorten die duidelijk niet tot het betrokken ras behoren, mag niet meer bedragen dan :

— 1 per 30 m<sup>2</sup> voor de productie van basiszaad,

— 1 per 10 m<sup>2</sup> voor de productie van gecertificeerd zaad.

D. *Oryza sativa* :

Het aantal planten dat duidelijk als wilde planten of als planten met rode zaden kan worden herkend mag niet meer bedragen dan :

— 0 voor de productie van zaad

— 1 per 50 m<sup>2</sup> voor de productie van gecertificeerd zaad.

4. Roggehybriden

a) Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste kruisbestuiving kunnen leiden :

Gewassen	Minimale afstanden (m)
1	2
Voor de productie van basiszaad — indien gebruik wordt gemaakt van de mannelijke steriliteit — indien geen gebruik wordt gemaakt van de mannelijke steriliteit	1 000 600
Voor de productie van gecertificeerd zaad	500

b) Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn wat de eigenschappen van de kruisingspartners betreft, inclusief de mannelijke steriliteit.

Het gewas moet in het bijzonder voldoen aan de volgende normen of eisen :

i) het aantal planten van de soorten die duidelijk niet tot de kruisingspartners behoren, mag niet meer bedragen dan :

— 1 per 30 m<sup>2</sup> voor de productie van basiszaad,

— één per 10 m<sup>2</sup> voor de productie van gecertificeerd zaad, bij officiële veldkeuringen geldt deze norm alleen voor de vrouwelijke kruisingspartner; ii) voor basiszaad moet, indien gebruik wordt gemaakt van de mannelijke steriliteit, de steriliteit van de mannelijke steriele kruisingspartner ten minste 98 % bedragen.

c) Zo nodig moet gecertificeerd zaad worden geproduceerd in gemengde teelt van een vrouwelijke mannelijke steriele kruisingspartner met een mannelijke kruisingspartner die de mannelijke fertiliteit herstelt.

5. Gewassen voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriden van haver, gerst, rijst, tarwe, harde tarwe, spelt en zelfbestuivende rassen van triticale.

a) Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste kruisbestuiving kunnen leiden :

— de minimumafstand tot de vrouwelijke kruisingspartner is 25 m ten opzichte van ieder ander ras van dezelfde soort, met uitzondering van een gewas van de mannelijke kruisingspartner,

— deze afstand behoeft niet in acht te worden genomen wanneer er voldoende bescherming tegen ongewenste kruisbestuiving aanwezig is.



b) Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn wat de kenmerken van de kruisingspartners betreft.

Wanneer het zaad wordt geproduceerd door gebruikmaking van een chemische hybridisatieagens moet het gewas voldoen aan de volgende normen of eisen :

i) minimale raszuiverheid van iedere kruisingspartner :

— haver, gerst, rijst, tarwe, harde tarwe en spelt : 99,7 %

— zelfbestuivende rassen van triticale : 99,0 %

ii) minimale hybriditeit 95 %. Het percentage van de hybriditeit moet worden bepaald volgens gangbare internationale methoden voorzover dergelijke methoden bestaan. Als de raszuiverheid wordt bepaald via zaadonderzoek voor de certificering, hoeft bij de veldkeuring niet de hybriditeit te worden bepaald.

5. De aanwezigheid van schadelijke organismen die de gebruikswaarde van het zaaizaad verminderen, in het bijzonder van Ustilagineae, moet zoveel mogelijk beperkt zijn.

6. Of aan de bovengenoemde normen of eisen is voldaan, wordt voor basiszaad vastgesteld door middel van officiële veldkeuringen en voor gecertificeerd zaad door middel van hetzij officiële veldkeuringen hetzij onder officieel toezicht uitgevoerde keuringen.

Bij deze veldkeuringen moeten de volgende punten in acht worden genomen :

A. De stand en het ontwikkelingsstadium van het gewas moeten een afdoend onderzoek mogelijk maken.

B. Het aantal te verrichten veldkeuringen bedraagt ten minste :

a) voor *Avena sativa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *Triticosecale*, *Triticum aestivum*, *Triticum durum*, *Triticum spelta*, *Secale cereale* : 1

b) voor *Sorghum spp.* en *Zea mays* tijdens de bloeitijd :

aa) vrij bestoven rassen : 1

bb) ingeteelde stammen of hybriden : 3.

Wanneer het gewas volgt op in hetzelfde jaar of in het voorafgaande jaar geteelde *Sorghum spp.* en *Zea mays*, moet ten minste één bijkomende keuring worden verricht om na te gaan of aan de bepalingen van punt 1 van deze bijlage is voldaan.

C. De grootte, het aantal en de verdeling van de perceelsgedeelten waarvoor moet worden nagegaan of aan de bepalingen van deze bijlage wordt voldaan, moeten volgens daartoe passende methoden worden vastgesteld.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## Bijlage II

### VOORWAARDEN WAARAAN ZAAIZAAD MOET VOLDOEN

1. Het zaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn; zaad van een ingeteelde stam moet voldoende echt en zuiver zijn met betrekking tot zijn eigenschappen. Wat betreft zaad van hybriderassen zijn de bovenstaande bepalingen ook van toepassing op de eigenschappen van de kruisingspartners

In het bijzonder moet zaad van de onderstaande soorten voldoen aan de volgende normen of eisen :

A. 1) *Avena sativa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum*, *Triticum durum* en *Triticum spelta*, andere dan hybriden wat elk van de voornoemde soorten betreft :

Categorie	Minimum raszuiverheid (%)
1	2
Basiszaad	99,9
Gecertificeerd zaad, eerste vermeerdering	99,7
Gecertificeerd zaad, tweede vermeerdering	99,0

Of aan de minimumeisen inzake raszuiverheid is voldaan, wordt hoofdzakelijk nagegaan door middel van de in bijlage I omschreven veldkeuringen.

2) Zelfbestuivende rassen van *Triticosecale*, andere dan hybriden :

Categorie	Minimum raszuiverheid (%)
Basiszaad	99,7
Gecertificeerd zaad, eerste vermeerdering	99,0
Gecertificeerd zaad, tweede vermeerdering	98,0

Of aan de eisen inzake minimum raszuiverheid is voldaan, wordt hoofdzakelijk nagegaan door middel van de in bijlage I omschreven veldkeuringen.

3) Hybriden van haver, gerst, rijst, tarwe, harde tarwe, spelt en zelfbestuivende rassen van triticale : De minimale raszuiverheid van zaad van de categorie "gecertificeerd zaad" dient 90 % te bedragen. Dit wordt gecontroleerd via officiële nacontroles op een adequaat gedeelte van de zaadmonsters.

*B. Sorghum spp.* En *Zea mays* :

Indien voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriderassen gebruik is gemaakt van een vrouwelijke, mannelijk-steriele kruisingspartner en een mannelijke kruisingspartner die de mannelijke fertiliteit niet herstelt, wordt het zaad geproduceerd :

1) ofwel door partijen zaaizaad te mengen, in een verhouding die eigen is aan het ras, waarbij enerzijds gebruik wordt gemaakt van een vrouwelijke, mannelijk-steriele kruisingspartner, en anderzijds van een vrouwelijke, mannelijk-steriele kruisingspartner;

2) ofwel door teelt van de vrouwelijke, mannelijk-steriele en de vrouwelijke, mannelijk-steriele kruisingspartners in een verhouding die eigen is aan het ras. De verhouding tussen deze twee kruisingspartners wordt nagegaan door middel van de in bijlage 1 omschreven veldkeuringen.

*C. Roggehybriden* :

Zaad mag slechts als gecertificeerd zaad worden gecertificeerd indien terdege rekening is gehouden met de uitkomsten van een officiële nacontrole op officieel genomen monsters van basiszaad, uitgevoerd in de groeiperiode van het zaad dat voor de certificering als gecertificeerd zaad werd aangeboden, teneinde na te gaan of het basiszaad heeft voldaan aan de in deze beschikking vastgestelde eisen voor basiszaad qua rasechtheid en raszuiverheid wat de eigenschappen van de kruisingspartners betreft, inclusief de mannelijke steriliteit.

2. Het zaaizaad moet ten aanzien van de kiemkracht, mechanische zuiverheid en gehalte aan de zaden van andere plantensoorten aan de volgende normen of andere eisen voldoen :

*E. Tabel* :

Soorten en categorieën	Minimum kiemkracht (% van de zuivere zaden)	Mechanische minimum zuiverheid (% van het gewicht)	Maximumgehalte aan zaden van andere plantensoorten, rode zaden van <i>Oryza sativa</i> inbegrepen, in een monster met het gewicht bedoeld in bijlage III, kolom 4 (totaal per kolom)						
			Andere plantensoorten (a)	Rode zaden van <i>Oryza sativa</i>	Andere graansoorten	Andere plantensoorten dan graangewassen	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena sterilis</i> , <i>Avena ludoviciana</i> , <i>Lolium temulentum</i>	<i>Raphanus raphanistrum</i> , <i>Agrostemma githago</i>	<i>Panicum spp.</i>
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Avena sativa</i> , <i>hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> , <i>Triticum durum</i> , <i>Triticum spelta</i> :									
— basiszaad	85	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
— gecertificeerd zaad van de eerste of de tweede vermeerdering	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Phalaris canariensis</i>									
— basiszaad	75	98	4		1 (b)		0 (c)		
— gecertificeerd zaad	75	98	10		5		0 (c)		
<i>Oryza sativa</i>									
— basiszaad	80	98	4	1					1
— gecertificeerd zaad, eerste vermeerdering	80	98	10	3					3
— gecertificeerd zaad, tweede vermeerdering	80	98	15	5					3
<i>Secale cereale</i>									
— basiszaad	85	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
— gecertificeerd zaad	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Sorghum spp.</i>	80	98	0						
<i>Triticosecale</i>									
— basiszaad	80	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
— gecertificeerd zaad van de eerste of tweede vermeerdering	80	98	10		7	7	0 (c)	3	
<i>Zea mays</i>	90	98	0						

B. Normen of andere voorwaarden waaraan moet worden voldaan wanneer daarnaar wordt verwezen in de onder punt 2 A van deze bijlage opgenomen tabel :

a) Het in kolom 4 vastgestelde maximumgehalte aan zaden heeft ook betrekking op de zaden van de in kolom 5 tot en met 10 genoemde soorten.

b) De aanwezigheid van een tweede zaad geldt niet als onzuiverheid, wanneer een monster van dezelfde voorgeschreven grootte volledig vrij is van zaden van andere graansoorten.

c) De aanwezigheid van één zaad van *Avena fatua*, *Avena sterilis*, *Avena ludoviciana* of *Lolium temulentum* in een monster van de voorgeschreven grootte geldt niet als onzuiverheid, indien een tweede monster van dezelfde grootte volledig vrij is van zaden van deze soorten.

d) Voor rassen van *Avena sativa* die officieel zijn ingedeeld bij de rassen van "naakte haver" wordt de vereiste minimum kiemkracht verlaagd tot 75 % van het zuiver zaad. In dit geval wordt op het officiële etiket de vermelding "minimum kiemkracht 75 %" aangebracht.

3. De aanwezigheid van schadelijke organismen die de gebruikswaarde van het zaaizaad verminderen, moet zoveel mogelijk worden beperkt.

Het zaad moet in het bijzonder voldoen aan de volgende normen betreffende *Claviceps purpurea* (maximum aantal sclerotiën of delen van sclerotiën in een monster met het in kolom 3 van bijlage III aangegeven gewicht).

Categorie	<i>Claviceps purpurea</i>
1	2
Granen, andere dan roggehybriden : — basiszaad — gecertificeerd zaad	1 3
Roggehybriden : — basiszaad — gecertificeerd zaad	1 4 (a)
(A) De aanwezigheid van vijf sclerotiën of delen van sclerotiën in een monster met het voorgeschreven gewicht wordt in overeenstemming met de normen geacht indien een tweede monster met hetzelfde gewicht niet meer dan vier sclerotiën of delen van sclerotiën bevat.	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

### Bijlage III

#### GEWICHT VAN EEN PARTIJ ZAAIZAAD EN VAN EEN MONSTER

Soorten	Maximumgewicht van een partij (t)	Minimumgewicht van een partij dat van een monster wordt genomen (g)	Gewicht van het monster voor de bepaling van het in bijlage II punt 2A, kolommen 4 tot en met 10, en in c bijlage II, punt 3, bedoelde aantal (g)
1	2	3	4
<i>Avena sativa</i> , <i>hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> , <i>Triticum durum</i> , <i>Triticum spelta</i> :	25	1 000	500
<i>Phalaris canariensis</i>	10	400	200
<i>Oryza sativa</i>	25	500	500
<i>Sorghum spp.</i>	10	1 000	900
<i>Zea mays</i> , basiszaad van ingeteelde stammen	40	250	250
<i>Zea mays</i> , basiszaad van andere dan ingeteelde stammen; gecertificeerd zaad	40	1 000	1 000

Het maximumgewicht van een partij mag ten hoogste met 5 % worden overschreden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## Bijlage IV

## ETIKET

A. Te vermelden gegevens :

a) Voor basiszaad en gecertificeerd zaad :

1. "EG-regels en normen"

2. Keuringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken

3. Partijnummer.

4. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven : - maand en jaar van de laatste officiële monsterneming ten behoeve van de certificering, op de volgende wijze aangegeven "monster genomen in... (maand en jaar)".

5. Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift

6. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift

7. Categorie

8. Producerend land

9. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zaden.

10. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel, alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht der zuivere zaden en het totaal gewicht.

11. Bij rassen die hybriden of ingeteelde stammen zijn :

— voor basiszaad waarvan de hybride of de ingeteelde stam waartoe het zaad behoort, officieel aanvaard is overeenkomstig het bepaalde in de nationale lijsten of in de gemeenschappelijke lijst : de naam van deze kruisingspartner, waaronder het officieel is aanvaard, met of zonder verwijzing naar het uiteindelijke ras, waaraan in geval van hybriden of ingeteelde stammen die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, het woord "kruisingspartner" wordt toegevoegd;

— voor basiszaad in andere gevallen : de naam van de kruisingspartner waartoe het basiszaad behoort, die in code mag worden gegeven, met daarbij een verwijzing naar het uiteindelijke ras, met of zonder vermelding van de functie (mannelijk of vrouwelijk), waaraan het woord "kruisingspartner" wordt toegevoegd;

— voor gecertificeerd zaad : de naam van het ras waartoe het zaad behoort, met daarbij het woord "hybride".

12. Waar voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden "nacontrole verricht ... (maand en jaar)", en de voor deze nacontrole verantwoordelijke dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

b) Voor zaadmengsels :

1. "Mengsel van... " (soorten of rassen),

2. Dienst die de sluiting heeft verricht en de lidstaat,

3. Partijnummer,

4. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven : " gesloten in ..... (maand en jaar) ",

5. Soort, categorie, ras, alsmede producerend land van de samenstellende bestanddelen en hun gewichtsverhouding; de namen van soorten en rassen moeten ten minste in Latijns schrift worden vermeld,

6. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zaden,

7. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel, alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht der zuivere zaden en het totaal gewicht,

8. Waar ten minste voor de kiemkracht van alle bestanddelen van het mengsel nacontrole werd verricht, mogen de woorden " nacontrole verricht ... (maand en jaar) ", en de voor deze nacontrole verantwoordelijke dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket,

9. De vermelding : "mag uitsluitend in de handel worden gebracht in België" (betrokken lidstaat).

B. Minimumafmetingen  
110 mm x 67 mm.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO  
De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

---

Bijlage V

ETIKET EN DOCUMENT VOOR ZAAD DAT IN EEN ANDERE LIDSTAAT NIET DEFINITIEF GOEDGEKEURD IS

- A. Op het etiket te vermelden gegevens
- Voor de veldkeuring verantwoordelijke instantie en lidstaat of hun kenteken.
  - Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift
  - Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift; voor rassen (ingeteelde stammen, hybriden) die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor hybriderassen, wordt het woord "kruisingspartner" toegevoegd
  - Categorie
  - Bij hybriderassen, de vermelding "hybride"
  - Referentienummer van het veld of van de partij
  - Opgegeven netto- of brutogewicht
  - De vermelding "Niet definitief goedgekeurd zaad".
- B. Kleur van het etiket :
- Grijs.
- C. Op het document te vermelden gegevens :
- Instantie die het document afgeeft
  - Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift
  - Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift
  - Categorie
  - Referentienummer van het gebruikte zaad en naam van het land/de landen dat/die zaad heeft/hebben goedgekeurd
  - Referentienummer van het veld of van de partij
  - Oppervlakte die is beteeld voor de productie van de bij het document behorende partij
  - Geoogste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen
  - Voor gecertificeerd zaad, aantal generaties na het basiszaad
  - Verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is, aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan.
- In voorkomend geval de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO  
De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN